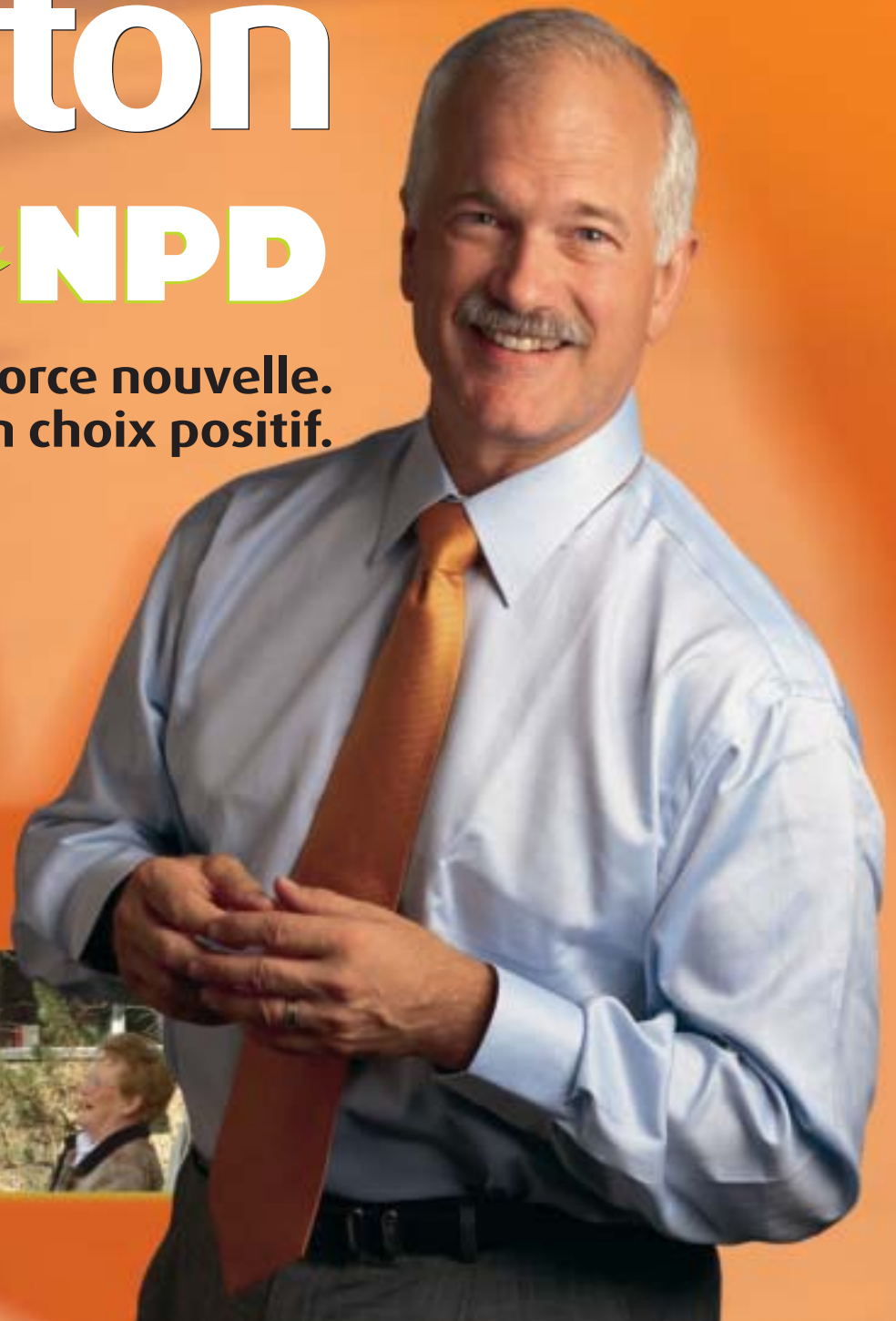


Programme 2004

# Jack Layton



**Une force nouvelle.  
Un choix positif.**





# Chapitres

**Introduction** 2



**Bâtir un nouveau projet de société**

Nos municipalités	4
Notre régime public de pension	6
L'éducation	8
Les enfants et les familles	10
Les services de santé	12
Bâtir des rapports de confiance	16



**Protéger notre planète dès maintenant**

Une énergie verte et propre	19
Le transport vert	22
Un avenir durable	23
Eau saine et de qualité	24
Les produits toxiques et la biodiversité	26
Un monde équitable	28
Lutter contre le SIDA	30



**Respecter notre identité**

L'égalité des femmes	31
Les peuples autochtones	33
Un Canada diversifié	35
Le respect et l'égalité	37
Des choix démocratiques	39
Respecter ce qui fait de nous des Canadien(ne)s	41



**Protéger notre identité**

La souveraineté canadienne	42
Les solutions économiques	43
L'emploi au Canada	45
Les fermes familiales	47
Les travailleurs sans emploi	49
Protéger les pensions	50
La sécurité au moyen de la paix	51
La criminalité	53



**Des choix clairs pour atteindre nos objectifs**

Offrir des choix aux consommateurs	55
Créer de l'emploi	57
Une fiscalité équitable	59
La réduction de la dette	61

Chers amis et chères amies,

Une élection, ça doit porter sur des idées. C'est ce que vous trouverez ici : des solutions pratiques et novatrices afin d'élargir les perspectives et créer des emplois au moyen d'une économie verte et prospère où personne n'est abandonné à son sort.

Les idées présentées dans notre plate-forme sont réalistes et réalisables. Elles permettront d'améliorer vos conditions de vie et celles de votre famille.

Vous y trouverez des solutions novatrices visant à améliorer notre système de soins de santé, en passant par de nouvelles perspectives de formation et d'éducation, sans oublier de petits gestes simples afin de rendre la vie plus abordable pour les familles. Ce sont des solutions qui feront une véritable différence pour tout le monde.

Allier les gestes à la parole, c'est ce que devrait être la politique. Tout au long de ma carrière, au palier local en travaillant avec des villes et des communautés partout au pays, j'ai participé à des initiatives révolutionnaires pour créer de nouvelles perspectives économiques, protéger notre environnement et faire de nos communautés un endroit où il fait bon vivre.

Je crois que les Canadien(ne)s souhaitent une force nouvelle et un choix positif lors de cette élection. Ils recherchent une véritable alternative aux partis politiques rongés par les scandales, à court d'idées et trop près des grandes sociétés.

Je vous invite à choisir le NPD et ses solutions pratiques et novatrices. Grâce à votre appui, nous pourrons apporter un changement positif pour les gens comme vous et moi partout au pays.

Sincèrement,



Jack Layton  
Chef du NPD du Canada





# Bâtir un nouveau projet de société

**Les Canadien(ne)s souhaitent bâtir un projet de société cohérent et inclusif qui contribuera à créer des emplois, à assainir notre environnement et à investir dans des idées novatrices pour améliorer la vie des gens.**

La grande majorité des Canadien(ne)s veulent un gouvernement qui se soucie de leur bien-être et qui se donne les outils pour assurer la prospérité de ses communautés. Ces communautés attendent du gouvernement un nouveau pacte qui améliorera la vie des citoyen(ne)s et qui aidera les entreprises à se développer. Grâce aux nouvelles technologies, nous n'avons plus à choisir entre la création d'emplois et la protection de l'environnement. Des innovations dans le domaine de la santé permettent l'amélioration du régime de l'assurance-maladie, un fleuron canadien, tout en économisant de l'argent. Le Canada est un pays ingénieux jouissant d'une liberté financière qui lui permet de mettre en application ces idées. Le temps est venu d'élire des députés fédéraux qui sont en accord avec cette vision des choses.

Pendant les années 1990, les Canadien(ne)s ont répété sans cesse à Paul Martin, alors ministre des Finances, qu'ils voulaient vivre dans une société conforme à leurs valeurs. Longtemps après avoir aboli le déficit, Paul Martin n'écoute plus que ses amis des grandes entreprises plutôt que de se mettre à l'écoute de ses concitoyen(ne)s. Après une décennie de scandales, de gaspillages et de choix douteux, le temps est venu de changer les choses.

Nous devons maintenant adopter une vision du Canada basée sur l'innovation, sur des valeurs solides, une gestion financière responsable et l'injection de nos recettes fiscales dans des projets valables. Le Canada a les ressources nécessaires pour bâtir un nouveau projet de société. Les enjeux de cette élection concernent les choix à faire pour y parvenir dans le respect de nos valeurs.

Au 19e siècle, les Canadien(ne)s ont construit ensemble un réseau ferroviaire gigantesque. Au 20e siècle, ils ont construit ensemble un régime public de santé et de pension. En ce début de 21e siècle, nous pouvons entreprendre ensemble de relever le défi emballant de bâtir un projet de société qui correspond à nos valeurs et à nos aspirations.



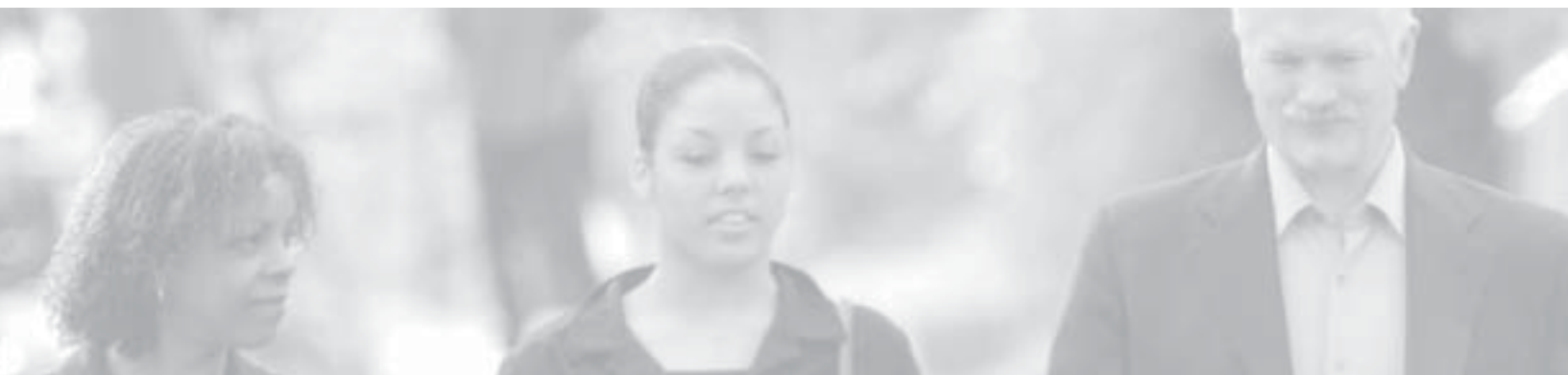
## Un pacte solide pour soutenir nos municipalités

De plus en plus de Canadien(ne)s vivent en milieu urbain. Seule l'Australie compte un plus grand pourcentage de citoyen(ne)s vivant en région urbaine.

De plus en plus, nos villes sont les locomotives économiques du pays. De Windsor à Whitehorse, de Bathurst à Burnaby, en passant par Sept-îles, Québec et Montréal, les communautés locales du Canada ont désespérément besoin d'un nouveau pacte solide.

En 2004, nous ne pouvons plus nier que les causes et conséquences de nos problèmes sont liés. La rareté de logements à coût abordable a pour conséquence l'augmentation de la pauvreté chez les enfants. L'accroissement de l'étalement urbain contribue au manque de temps que les gens ont à consacrer à leur famille, compte tenu du temps passé à faire la navette entre le travail et la maison. De plus, ceci augmente la pollution de l'air. Les aqueducs cédés au secteur privé qui vendent leur eau à prix élevé et les autoroutes à péage sont les conséquences des investissements passés insuffisants dans nos infrastructures.

Jack Layton et le NPD du Canada affirment que le temps est venu de reconnaître que les villages, les petites et les grandes villes du Canada sont au cœur des défis à relever pour améliorer la qualité de vie de nos citoyen(ne)s et pour aider les entreprises à prospérer. Un gouvernement fédéral doit s'engager à fournir un financement stable, récurrent et à long terme en travaillant avec les provinces, les territoires et les municipalités pour conclure un véritable pacte.



## Jack Layton et le NPD du Canada bâtiront ce nouveau projet de société :

- En partageant avec les municipalités la moitié de la taxe fédérale sur le carburant afin de soutenir le transport durable, c'est-à-dire le transport en commun, les pistes cyclables et piétonnières dans nos villes, le réseau ferroviaire et des investissements dans le réseau routier des collectivités rurales. Ce transfert du fédéral ne devrait pas être conditionnel à des investissements d'une même valeur de la part des provinces, dont plusieurs craignent de rapporter des déficits imputables directement aux choix faits par Paul Martin lorsqu'il était ministre des Finances.
- En redémarrant pour une période de 10 ans un programme national de promotion du logement. L'objectif est de construire 200 000 unités de logement coopératif et abordable (visant aussi les personnes âgées, les personnes avec un handicap et les étudiants) et rénover 100 000 unités de logement déjà existantes. Le programme offrira un supplément au loyer à 40 000 locataires à faible revenu, dont bon nombre sont des mères de familles monoparentales qui doivent la affecter la majeure partie de leurs revenus au loyer. Cela aiderait aussi l'industrie forestière du Canada en stimulant la demande de bois.
- En ajoutant au programme du logement des incitatifs fiscaux à l'intention des entrepreneurs pour les amener à rénover et réparer les bâtiments dans les centres-villes. Cela permettra de créer de nouveaux logements, de reconstruire nos centres-villes et de freiner l'étalement urbain.
- En utilisant les importants profits générés par la Société d'hypothèques et de logement pour prendre en charge des hypothèques assortis de faibles taux d'intérêt. La SCHL devra changer son mandat pour faciliter l'accès des organismes communautaires du secteur du logement à des sources de financement.
- En mettant en œuvre un programme national permanent de soutien aux infrastructures. Les gouvernements locaux responsables pourront ainsi développer des stratégies, au bénéfice de leurs collectivités, pour l'approvisionnement en eau potable, la réduction des eaux usées et des déchets solides tout en créant ainsi de l'emploi.
- En offrant des incitatifs aux employeurs pour les encourager à acheter à leurs employé(e)s des abonnements aux transports en commun qui seraient non taxable.
- En veillant à ce que toutes les villes et les municipalités reçoivent le plein remboursement de la TPS ainsi qu'une portion des recettes de la taxe fédérale sur le carburant pour soutenir les infrastructures « vertes » de transport. Il est injuste de forcer les municipalités à court d'argent à remettre au gouvernement fédéral des sommes issues de l'impôt foncier lorsque le fédéral dégage un surplus budgétaire et s'approprie toute la taxe fédérale sur le carburant.

## Paul Martin et les Libéraux ont :

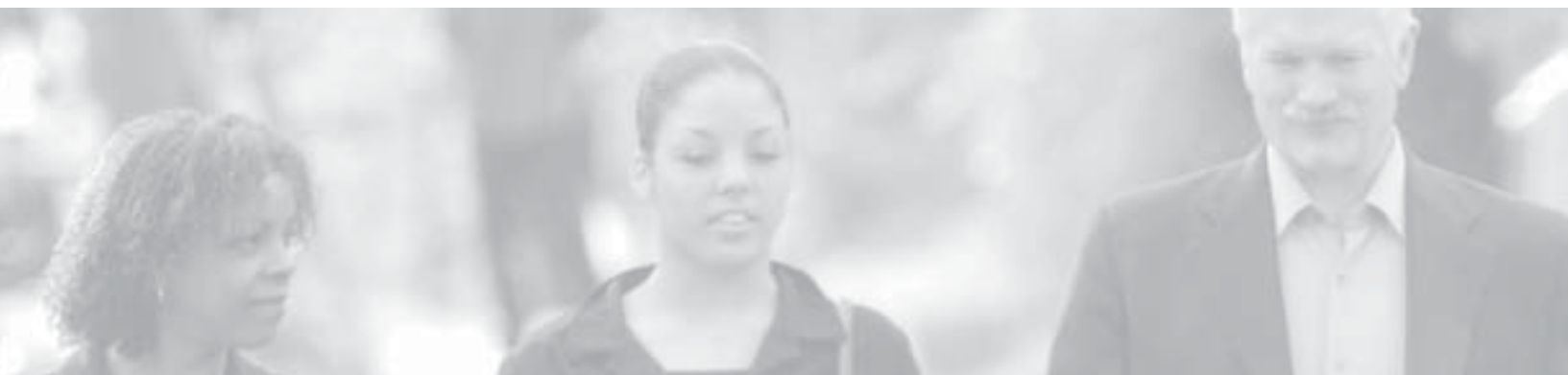
- Aboli le programme national du logement qui, durant ses 20 années d'existence, a permis de construire des logements dans lesquels vivent 2,2 millions de Canadien(ne)s. Après avoir haussé la taxe sur le carburant pour effacer, en principe, le déficit, il a refusé de partager les recettes de cette taxe avec les municipalités longtemps après avoir atteint son objectif.
- Refusé d'offrir une aide financière pour le transport en commun et les infrastructures du transport en régions rurales même lorsqu'ils percevaient des milliards de dollars annuellement avec la taxe sur le carburant.



## Favoriser l'enrichissement du régime public de pension, créer de l'emploi et réduire la pollution

Sous Paul Martin, les fonds de l'important régime public de pension, le Régime de pension du Canada, ont été confiés à ses amis des grandes entreprises et investis dans des actions vendues sur Bay Street avec la promesse d'une plus grande sécurité financière au moment de la retraite. Dans la foulée des grands scandales financiers qui ont frappé Enron et WorldCom, les marchés ont été ébranlés et d'importantes industries ont été fragilisées. Conséquemment, la crainte justifiée des Canadien(ne)s d'investir de plus en plus de leurs fonds dans un marché qui a des allures de montagnes russes ne cesse d'augmenter.

Il existe une meilleure façon d'utiliser les fonds de nos régimes publics de pension. C'est une avenue qui assure un rendement fiable sur l'investissement, qui permet de créer de l'emploi, qui aide les employeurs à économiser de l'argent et qui contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre, la cause des changements climatiques. Le temps est venu d'investir les fonds du RPC dans des initiatives novatrices, comme un programme national d'amélioration du rendement énergétique des maisons et des bâtiments.



## Jack Layton et le NPD du Canada aideront les municipalités, tout particulièrement les villes, à lutter contre la pollution de l'air et à créer des emplois :

- En lançant un programme national d'amélioration du rendement énergétique dont les coûts seront payés par les économies d'énergie réalisées. Les entreprises, les institutions, les complexes d'habitation, les écoles et les centres récréatifs pourront améliorer leur rendement énergétique au moyen d'une aide financière fiable et renouvelable, garantie par les fonds du Régime de pension du Canada. Ils obtiendront des prêts à faible taux d'intérêt liés directement à la réduction de leurs dépenses énergétiques. Les participant(e)s rembourseront leurs prêts grâce aux économies d'énergie réalisées. Finalement les projets d'amélioration du rendement énergétique ne coûteront rien car les participant(e)s réaliseront des économies au remboursement du prêt.
- En aidant les Canadien(ne)s à faible revenu à dépenser moins au chapitre de l'énergie en s'assurant que les résidences à faible revenu seront les premières à profiter d'une amélioration du rendement énergétique.
- En créant des marchés pour les entreprises canadiennes « vertes », tout particulièrement les entreprises du secteur de l'énergie solaire, au moyen du programme d'amélioration du rendement énergétique.
- En protégeant les pensions des travailleurs en exigeant une plus vaste représentation des travailleurs au sein du Conseil de placement du Régime de pension du Canada et en changeant le mandat de cet organisme pour faire la promotion du développement durable auprès des industries et des collectivités.
- En élaborant un code éthique pour la gestion des fonds publics de pension afin d'éviter d'investir dans des compagnies qui font le commerce des armes, polluent l'environnement, exploitent les travailleurs ou qui ont des pratiques condamnables allant à l'encontre des valeurs canadiennes.

## Paul Martin et les Libéraux ont pris des décisions qui ont :

- Fait perdre des milliards de dollars aux retraité(e)s canadien(ne)s en investissant de façon spéculative les fonds des pensions publiques à la bourse. Ces investissements finançaient les profits théoriques de certaines de nos plus grandes sociétés au lieu d'utiliser nos ressources financières découlant des pensions pour bâtir un vrai projet de société.



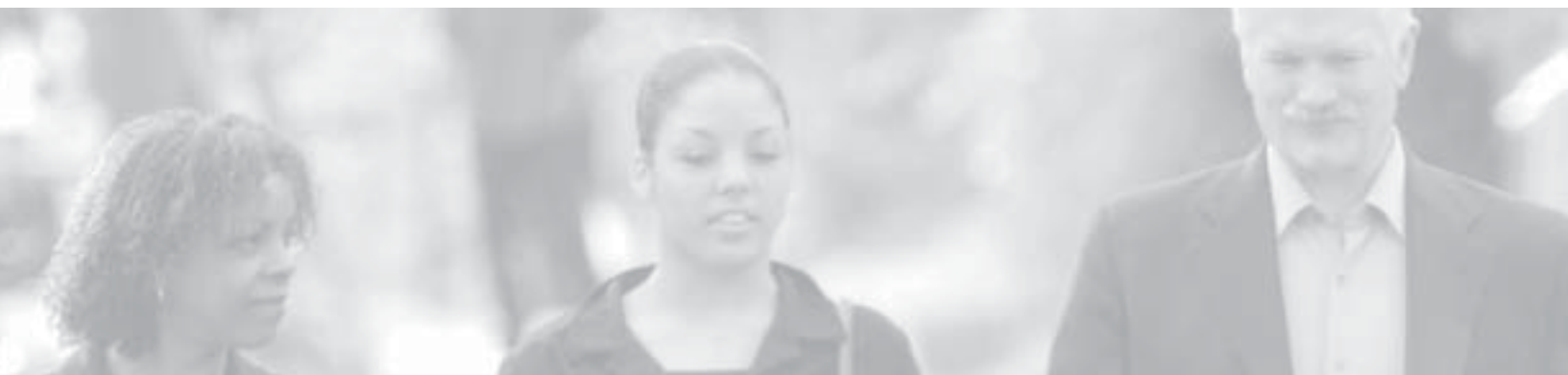


## Consolider notre avenir au moyen de l'éducation

Partout sur la planète, des pays préparent consciencieusement l'avenir en offrant aux enfants des programmes d'éducation pour leur assurer un bon départ dans la vie. Les jeunes adultes se lancent dans la vie avec confiance sans être criblés de dettes à la fin de leurs études. Le Canada doit maintenant rattraper le temps perdu et s'assurer que les enfants et les familles ont accès à des programmes d'éducation dès la petite enfance, des services de garderie, l'éducation post-secondaire à coût abordable et des initiatives d'éducation continue.

Il est temps que le Canada rattrape le temps perdu en soutenant l'économie pour que notre société soit en mesure de faire face à l'avenir avec confiance et créativité.

Jack Layton et le NPD du Canada affirment que le temps est venu de bâtir un nouveau projet de société en investissant dans les cerveaux qui contribueront à le construire.



## Jack Layton et le NPD du Canada appuieront l'adoption d'une stratégie globale en matière d'éducation :

- En réduisant les frais de scolarité, comme l'ont fait les gouvernements néo-démocrates du Manitoba et de la Colombie-Britannique, au moyen d'un plan national de réduction de 10 % de ces frais; suivi d'un gel qui sera possible en augmentant l'aide financière fédérale à l'éducation post-secondaire tout en collaborant avec les provinces pour en assurer la réalisation.
- En augmentant le financement accordé à la recherche pour mettre fin à la privatisation de la recherche sur les campus universitaires. Le financement de la recherche scientifique sera évalué en fonction de ses mérites sans se soucier de l'appui financier des grandes sociétés.
- En remplaçant le Programme des bourses du millénaire, administré par le secteur privé qui vient en aide à peu d'étudiant(e)s, par un programme fondé sur les besoins des étudiant(e)s, afin que les revenus de leurs familles ne soient pas un facteur d'iniquité dans leur formation. L'abolition du programme devrait se faire progressivement pour protéger les étudiant(e)s qui reçoivent présentement l'aide du programme des bourses du millénaire.
- En créditant les intérêts courus des prêts du Programme canadien de prêts aux études en fonction des impôts sur le revenu des diplômé(e)s.
- En établissant une stratégie nationale en matière de formation professionnelle et de soutien à l'éducation permanente à l'intention des travailleurs pour faire face aux pénuries actuelles et potentielles de main-d'œuvre qualifiée.
- En créant des ressources qui favoriseront l'éducation continue et la recherche au moyen d'initiatives comme l'accès Internet haute-vitesse dans toutes les collectivités en coopération avec les provinces, les municipalités et le secteur privé.
- En offrant un financement stable et à long terme aux garderies publiques pour créer, d'ici quatre ans, 200 000 places additionnelles de qualité et à coût abordable.
- En prenant la décision d'élaborer avec les provinces et les territoires une stratégie pour offrir, d'ici dix ans, des services universels de garderie et d'éducation de la petite enfance dans chaque région du Canada.
- En travaillant avec les provinces pour établir une Loi canadienne sur l'éducation post-secondaire qui assurerait en retour un financement stable et à long terme. Cela préviendra la création d'universités et de collèges privés à but lucratif.

## Paul Martin et les Libéraux ont :

- Réduit de 4 milliards de dollars les transferts pour l'éducation post-secondaire pendant les années 1990. À la même époque, les frais de scolarité ont augmenté cinq fois plus que le taux d'inflation. Ils ont aussi gaspillé des millions de dollars en confiant aux banques la gestion du Programme canadien de prêts aux études.

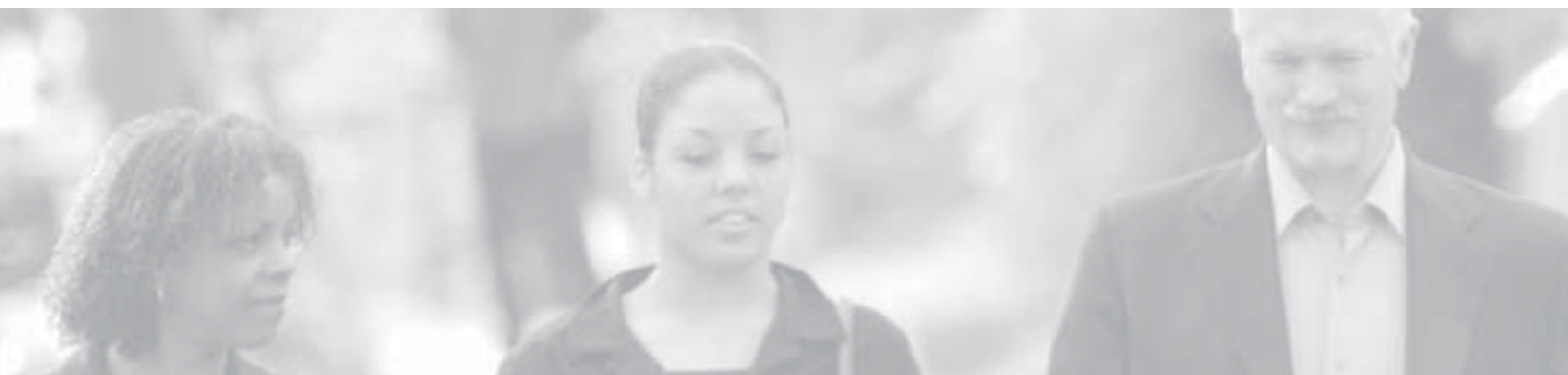


## Façonner notre avenir en aidant les enfants et les familles

Il y a 14 ans, le Parlement adoptait à l'unanimité une motion de l'ancien chef du NPD, Ed Broadbent, visant l'abolition d'ici l'an 2000 de la pauvreté chez les enfants. Pourtant, le nombre d'enfants qui vivent dans la pauvreté augmente sans cesse : il est maintenant de 1,1 million. Partout au Canada, les familles avec de jeunes enfants paient plus pour des services de garderie qu'elles n'économisent en réduction d'impôt. L'absence de services de garderie de qualité à coût abordable empêche beaucoup de mères de travailler ou d'étudier.

Il est toutefois important de se rappeler que la pauvreté est une réalité qui n'afflige pas que les enfants. Elle frappe tous les groupes d'âge, des jeunes aux aînés. Dans l'ensemble, l'écart de revenu entre les plus riches Canadien(ne)s et les plus pauvres ne cesse de grandir. De plus en plus de familles canadiennes ont des revenus inférieurs à 20 000 \$, et le nombre d'enfants vivant dans des familles aux revenus de moins de 20 000 \$ a augmenté de 30% au cours des dernières années.

Jack Layton et le NPD du Canada affirment que le temps est venu de s'occuper de nos enfants et de venir en aide à leurs parents. Il est urgent d'intervenir.



## Jack Layton et le NPD du Canada investiront dans l'avenir :

- En offrant, de concert avec les provinces et les territoires, un financement stable et à long terme pour créer, d'ici quatre ans, 200 000 places additionnelles de qualité et à coût abordable dans des garderies publiques.
- En augmentant la valeur de la Prestation fiscale pour enfants à 4 900 \$ par enfant et en modifiant le programme pour permettre aux familles les plus pauvres, qui ne paient pas d'impôt, d'être admissibles à cette prestation.
- En s'assurant que tous les Canadien(ne)s qui gagnent moins de 15 000 \$ par année ne paient aucun impôt fédéral sur le revenu.
- En construisant des logements à coût abordable et en offrant un supplément pour le loyer aux Canadien(ne)s à faible revenu. Il est impossible pour une mère de famille monoparentale d'aider ses enfants à commencer leur vie sur des bases solides si elle doit vivre dans un taudis et que la plus grande part de ses revenus est destinée au logement.
- En créant deux nouveaux congés nationaux pour aider les parents à passer plus de temps avec leurs enfants; un congé en février et un autre en juin (août au Québec). En visant à réduire la semaine de travail, à offrir plus de vacances payées, à offrir des options souples de retraite et en encourageant les programmes de partage d'emplois pour permettre aux familles de passer plus de temps ensemble.
- En redonnant au gouvernement fédéral, en partenariat avec les provinces et les territoires, un rôle de premier plan pour s'assurer que les transferts fédéraux au chapitre de l'aide sociale permettent d'atteindre des objectifs précis à la grandeur du Canada. Que l'aide fédérale (actuellement par le biais du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux) soit garantie pour sécuriser et stabiliser l'aide sociale qui ne pourra être retirée ou réduite unilatéralement.
- En honorant nos obligations envers les Canadien(ne)s autochtones qui trop souvent voient leurs enfants condamnés à vivre dans une pauvreté rappelant les conditions de vie du tiers-monde.

## Paul Martin et les Libéraux n'ont :

- Rien fait. Dans le Livre rouge de 1993, les Libéraux prenaient l'engagement de créer 50 000 places dans les garderies après chaque année où la croissance économique serait de 3 % jusqu'à un maximum de 150 000 places. Pendant les neuf années où il a été ministre des Finances, la croissance économique a excédé 3% à sept reprises. Pourtant, pas une seule place dans les garderies n'a été créée.



## Bâtir un régime public novateur de services de santé

Tout au long des années 1990, les Canadien(ne)s se sont faits dire que le débat sur les services publics de santé n'était pas une question d'idées mais uniquement une question d'argent. Nous devons maintenant remettre en question cette vision des choses en proposant des projets novateurs pour construire un régime public intégré de services de santé favorisant des économies. Il faut aussi préparer le Canada à composer avec la réalité d'une population vieillissante de plus en plus nombreuse.

Lorsque l'assurance-maladie a été créée par le gouvernement néo-démocrate de Tommy Douglas en Saskatchewan, et par la suite partout au Canada dans les années 1960, les provinces et le gouvernement fédéral partageaient alors également les coûts de ce régime d'assurance. Aujourd'hui, les services publics de santé sont plus complexes en raison des nouvelles technologies, des procédures de diagnostic, des chirurgies et des traitements et de la disponibilité de nouveaux médicaments coûteux. Toutefois, le gouvernement fédéral n'assume plus que 16 % des coûts de ces services; c'est la cause principale des salles d'urgence bondées et des longues listes d'attente pour obtenir des services médicaux.

Nous devons maintenant lancer de nouvelles initiatives et de nouveaux mécanismes de soutien basés sur le principe de l'universalité de l'assurance-maladie.

Jack Layton et le NPD du Canada remettent en question les théories selon lesquelles la privatisation des services de santé et la mise en œuvre de partenariat à but lucratif entre le public et le privé sont inévitables ou même souhaitables. Ce n'est pas parce que les Libéraux refusent de réfléchir aux nouvelles tendances technologiques et démographiques que les Canadien(ne)s devraient renoncer aux services publics de santé. Nous devrions plutôt élire des députés fédéraux déterminés à protéger l'assurance-maladie en innovant comme le propose Roy Romanow dans son rapport.

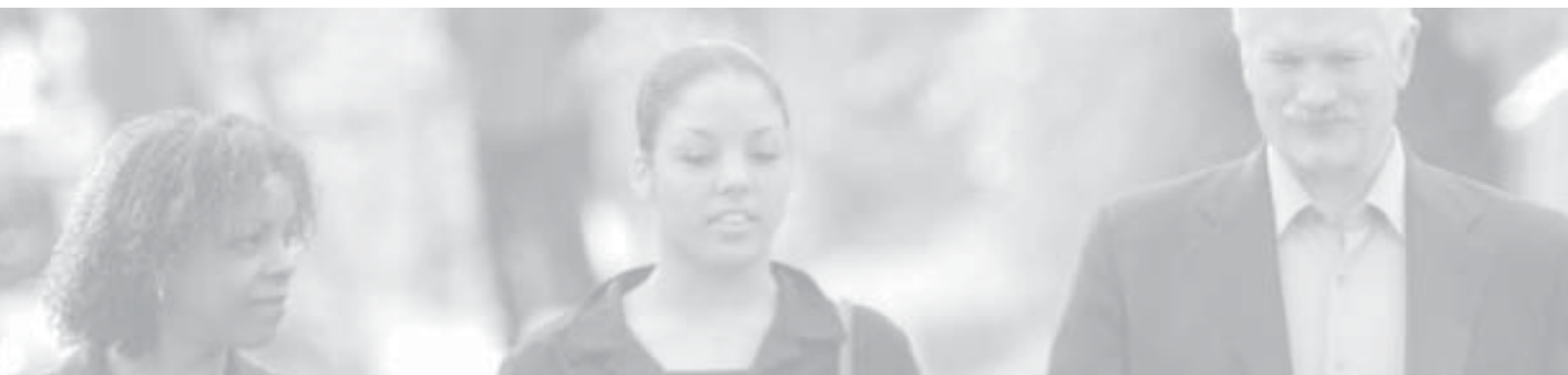
## Jack Layton et le NPD du Canada réduiront les coûts des services de santé et aideront les patient(e)s :

- En réduisant les coûts des médicaments au moyen d'un programme d'achat de médicaments en vrac, comme le fait l'Australie, qui tire partie du pouvoir d'achat combiné pour réduire les coûts assumés par les provinces. En examinant la *Loi sur les brevets d'invention des médicaments* pour s'assurer que la protection des brevets accordée aux multinationales ne limite pas l'accessibilité aux médicaments dont nous avons besoin.
- En reconnaissant que plusieurs maladies sont traitées en soins externes avec des médicaments, plutôt qu'en milieu hospitalier. En mettant en place progressivement un régime national d'assurance-médicaments pour aider les Canadien(ne)s à payer les médicaments dont ils ont besoin. Les Canadien(ne)s à faible revenu ou ceux qui doivent assumer des coûts gigantesques en raison de très graves maladies en seraient les premiers bénéficiaires. Puisque les patient(e)s dans les hôpitaux n'ont pas à payer leurs médicaments, ceux qui peuvent être traités à la maison ne devraient pas non plus les payer.
- En interdisant la pratique de la mise à jour continue des médicaments d'ordonnance qui retardent la disponibilité des médicaments génériques moins coûteux.
- En offrant aux Autochtones des services de santé de première qualité par l'augmentation du financement et de la dotation en personnel. En investissant dans les infrastructures médicales. En collaborant avec les provinces, les territoires et les Premières nations à l'élaboration d'un plan de prestation de services de santé moderne. En ciblant des solutions qui font appel à des ressources locales au lieu de s'en remettre au modèle des évacuations médicales utilisé par de nombreuses Premières nations, les Inuits et les communautés en régions éloignées.
- En établissant une Commission royale pour examiner des initiatives audacieuses afin de protéger la durabilité de l'assurance-maladie par une réduction du coût des médicaments et un renforcement des instances publiques de recherche. En examinant la possibilité de créer une société d'État qui aurait pour mandat d'offrir de nouveaux médicaments au prix coûtant aux Canadien(ne)s et au reste du monde et en appuyant les jeunes chercheurs talentueux dans ce domaine.
- En supprimant le processus d'examen de la *Loi sur les aliments et drogues* orienté vers les intérêts des entreprises. En insistant sur l'approche du « principe de précaution » et en s'assurant que s'il y a des incertitudes, les préoccupations en matière de santé et de sécurité environnementale seront les critères déterminants.
- En mettant en œuvre un programme public et à but non lucratif de soins à domicile qui s'inspire du modèle manitobain. Les soins dans les hôpitaux sont de 9 000 à 16 000 \$ plus coûteux par patient(e) par année que les soins à domicile. Ce programme tiendrait compte du vieillissement de la population tout en atténuant le fardeau des familles, particulièrement les femmes, qui ont souvent la lourde responsabilité de prendre soin de parents âgés.
- En faisant activement la promotion d'un plan d'action en matière de prévention de la maladie et des blessures. Ce plan d'action mettra en valeur l'importance d'une bonne nutrition et de la condition physique, d'un environnement propre et sain, de logements de qualité et de la lutte à la pauvreté.

verso...

## Jack Layton et le NPD du Canada aideront à réduire la durée des périodes d'attente pour obtenir des services médicaux :

- En travaillant avec les provinces et les territoires pour établir des cliniques de santé communautaires qui s'occuperont des problèmes médicaux de moindre importance tout en réduisant le recours à des séjours coûteux en milieu hospitalier. En utilisant une vaste gamme de professionnel(le)s de la santé, y compris des infirmières praticiennes et des nutritionnistes, nous pourrons traiter des problèmes de santé bénins et qui feront aussi de la prévention au moyen de programmes de lutte contre l'abus de solvants et sur des pratiques sexuelles sans danger, d'initiatives en matière de nutrition et sur les soins prénataux.
- En mettant en œuvre la solution proposée par Roy Romanow au sujet du financement équitable et prévisible des services de santé qui engage le gouvernement fédéral à redevenir un partenaire à part entière dans le secteur de la santé, en lui demandant de combler ce qui est dorénavant connu comme étant « l'écart Romanow » et d'assumer ainsi 25 % des coûts des services de santé provinciaux et territoriaux d'ici deux ans. Cela permettra aux provinces d'investir dans le personnel médical, de faire l'acquisition de matériel de diagnostic de pointe, comme les appareils d'imagerie par résonance magnétique, d'offrir des soins plus efficaces et de retenir les professionnel(le)s de la santé.
- En travaillant avec les provinces et les organismes provinciaux de réglementation pour reconnaître les compétences acquises à l'étranger.
- En mettant en application les recommandations du Comité consultatif canadien en nursing au sujet des pénuries en personnel infirmier.
- En reconnaissant et en réagissant aux besoins spécifiques en santé des collectivités nordiques, autochtones et éloignées.



## Jack Layton et le NPD du Canada amélioreront et protégeront les services de santé :

- En créant une agence nationale publique de santé s'inspirant du modèle des centres de contrôle des maladies aux États-Unis, afin d'offrir une réponse nationale concertée et des protocoles de traitement face aux urgences en santé publique, comme le SRAS.
- En donnant à cette agence le mandat d'étudier l'impact de la pauvreté, de la pollution de l'air et des agents toxiques sur la santé et de formuler annuellement des recommandations.
- En rétablissant ParticipAction, le programme national de prévention de la maladie par le biais de l'activité physique, et en faisant la promotion de pratiques alternatives efficaces en santé, afin de maintenir les Canadien(ne)s en santé et ainsi, éviter d'avoir recours aux services des professionnels de la santé.
- En s'inspirant de stratégies fructueuses lancées en Europe interdisant les acides gras trans dans les aliments.
- En rétablissant l'indépendance de Santé Canada dans le domaine de la sécurité des médicaments.
- En s'assurant que les femmes ont accès à des services d'avortement thérapeutiques sûrs.
- En renforçant la *Loi canadienne sur la santé* pour interdire le versement de fonds publics à des hôpitaux privés et à but lucratif, et en répondant aux changements technologiques en déclarant nécessaires et en mettant à l'abri de la privatisation les services diagnostics comme l'imagerie par résonance magnétique. Nous devons veiller au respect de la *Loi canadienne sur la santé*, ce qui sera plus facile lorsque le fédéral assumera à nouveau 25 % des coûts des services de santé.
- En répondant aux préoccupations de Roy Romanow au sujet des répercussions potentielles des ententes commerciales planétaires et continentales sur la capacité du Canada à conserver dans le giron public les services de santé.
- En invitant les chefs autochtones à toutes les réunions des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de la Santé.

## Paul Martin et les Libéraux ont :

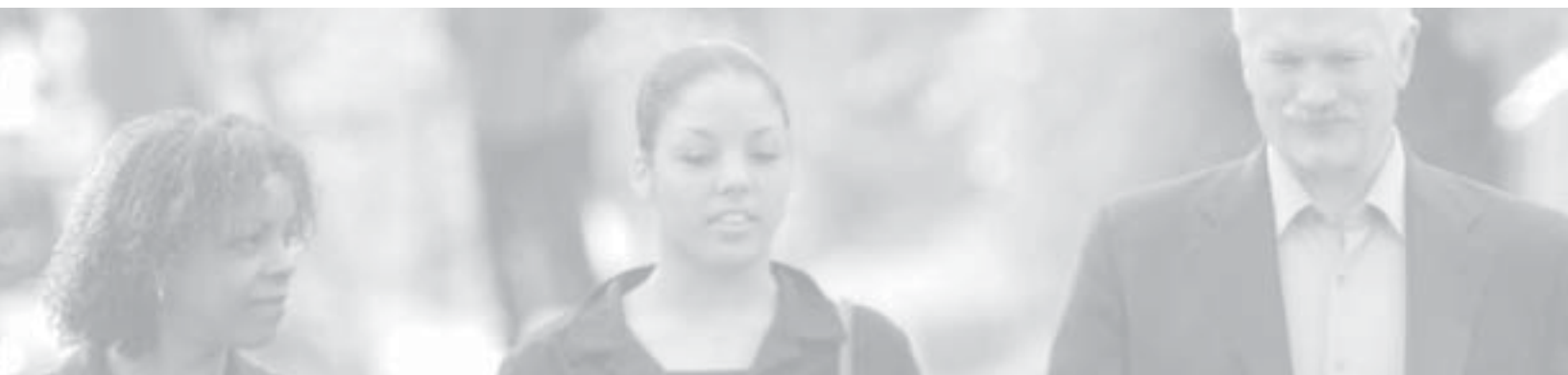
- Décrété les plus importantes compressions budgétaires en santé, ont abandonné leurs promesses de réduire la durée de protection des brevets des médicaments d'ordonnance, et ont supprimé une clause de la *Loi canadienne sur la santé* qui protégeait de la privatisation les services essentiels de soins à domicile.





## Bâtir des rapports de confiance dans la souplesse et la sincérité

Le Canada est un état fédéral complexe et diversifié. Il faut que les gouvernements reconnaissent cette diversité et fassent preuve de leadership par le biais de la négociation et de l'engagement réciproque, et non par le biais de mesures arbitraires qui sapent notre capacité à collaborer. Nous avons besoin d'un fédéralisme souple et flexible qui reflète les réalités historiques du Canada et les tendances à venir. Ce plan d'action pour le futur reflète ces réalités et est fondé sur les principes de respect mutuel, de la négociation et de la coopération, afin de bâtir un Canada qui correspond à nos valeurs.



## Jack Layton et le NPD du Canada établiront des rapports dans la souplesse et la sincérité :

- En adoptant un fédéralisme souple et flexible, fondé sur le respect des champs de compétences des provinces et la réalisation de projets conjoints avec ces dernières, après consultations et négociations tout en reconnaissant également le présent déséquilibre fiscal qui favorise grandement le gouvernement fédéral.
- En reconnaissant les différences fondamentales qui font que le Québec est une nation au sein du Canada, et en travaillant avec le Québec pour établir des objectifs communs et atteindre des résultats équitables. En offrant également la possibilité au gouvernement québécois de se retirer avec compensation de nouveaux programmes fédéraux si la province met en place un programme poursuivant les mêmes objectifs et respectant les mêmes normes que le programme fédéral.
- En acceptant que les services de santé financés et administrés par le secteur public sont un droit fondamental des citoyen(ne)s canadien(ne)s. En veillant à ce que les gouvernements provinciaux, en reconnaissance d'une nouvelle formule de financement et de la coopération du gouvernement fédéral, protégeront ce droit par le biais d'une *Loi canadienne sur la santé* plus rigoureuse qui saura mieux protéger le droit des Canadien(ne)s à des services de santé publics.
- En reconnaissant les programmes efficaces qui existent déjà dans certaines provinces (comme l'assurance-médicaments ou les services de garderie accessibles et à coût abordable), au lieu d'imposer de nouveaux programmes fédéraux uniformisés qui peuvent créer un chevauchement inutile et coûteux, ainsi que des conflits inutiles avec les gouvernements provinciaux.
- En reconnaissant le fait historique selon lequel le gouvernement fédéral a unilatéralement réduit son financement aux provinces, territoires et municipalités, et en axant tous nos engagements futurs sur un financement prévisible et à long terme, basé sur des négociations de bonne foi.
- En travaillant avec les provinces, les territoires et les dirigeants municipaux pour renforcer le rôle des municipalités dans les affaires nationales, en respect de leur contribution à notre vie économique et culturelle.
- En reconnaissant que l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones doit être une composante fondamentale d'un état fédéral moderne.



# Protéger Notre Planète Dès Maintenant

Les Canadien(ne)s sont sur le point de faire un choix qui transformera leur pays : Adopter les énergies « vertes » qui transformeront la planète, tout en continuant à exporter de l'énergie ou s'enliser dans le vieux discours selon lequel la création d'emplois est incompatible avec la protection de l'environnement et être ainsi forcés d'importer l'énergie dont nous aurons besoin au 21e siècle. Nous avons besoin d'un plan ambitieux pour assainir notre air et notre eau et protéger le patrimoine environnemental et la santé des citoyen(ne)s face aux produits toxiques. Nous serons alors en mesure de transformer le Canada en mettant en place, au 21e siècle, une économie propre et durable.

Les Canadien(ne)s sont intelligent(e)s. Nous chérissons nos vastes territoires sauvages, nos forêts, nos rivières et nos lacs. Toutefois, nous savons que nos réserves d'eau douce sont de plus en plus polluées et de moins en moins saines pour les poissons. Nous connaissons maintenant des conditions météorologiques imprévisibles et extrêmes. Les glaciers fondent et cela a un impact négatif sur les rivières qui alimentent les Prairies. Le smog est de plus en plus intense dans le sud de la Colombie-Britannique et de Windsor (Ontario) à l'Atlantique. La calotte glaciaire en Arctique est de plus en plus mince et nous sommes préoccupés par la présence de toxines dans l'air et l'eau.

Les Canadien(ne)s sont aussi, en quelque sorte, des locataires de la planète. Nous voyons la pauvreté, la pollution et des pandémies comme le SIDA ravager l'humanité. Nous voulons améliorer la situation. Nous voulons aider. Nous vivons dans un pays paisible, mais aussi dans un monde de plus en plus petit où les crises sévissant à l'étranger viendront éventuellement nous frapper. Nous voulons intervenir.

Jack Layton et le NPD du Canada savent que les Canadien(ne)s sont prêt(e)s à changer et à s'attaquer résolument au déficit environnemental de plus en plus lourd de notre pays et de notre planète. Nous sommes disposés à reprendre notre place et à nous faire entendre sur la scène mondiale, mais aussi et surtout, à assainir notre propre patrimoine environnemental en pensant à nos enfants et aux générations futures. Il faut être audacieux pour protéger notre planète dès maintenant.



## Fonder notre avenir sur les énergies « vertes » et propres

Les ressources mondiales de pétrole et de charbon ne sont pas éternelles. Choisirons-nous de mettre fin à notre dépendance à l'égard des carburants fossiles et de l'énergie nucléaire d'une façon réfléchie qui respectera les collectivités, les travailleurs et les entreprises concernés ? Ou choisirons-nous de ne rien faire et d'être frappés de plein fouet par les changements draconiens qui auront de graves conséquences ? N'oublions pas l'impact du smog sur la santé des Canadien(ne)s et les dangers de l'énergie nucléaire qui sont trop importants pour être ignorés. Nous devons concevoir maintenant un plan pour assainir l'air et adopter les énergies « vertes ».

Partout sur la planète, de nombreux gouvernements et entreprises décident de faire face au changement et ainsi d'avoir un avenir durable qui leur permettra de protéger leurs richesses. Le Canada doit faire de même. Il nous faut être audacieux et élaborer un plan fondé sur les objectifs et les échéanciers du Protocole de Kyoto, ce dernier devant servir d'élément déclencheur de cette transformation. L'expérience démontre d'ailleurs que le coût des nouvelles technologies, comme par exemple l'information et le numérique, tend à baisser rapidement lorsque la demande s'accroît.

Nous devons agir dès maintenant pour s'assurer que nous aurons un avenir « vert », propre et prospère.

verso...



## Jack Layton et le NPD du Canada provoqueront une révolution environnementale :

- En mobilisant la part de 19 % que le gouvernement fédéral détient toujours dans Pétro-Canada pour créer une nouvelle société d'État ciblant la conservation et les énergies renouvelables et en prenant l'engagement de créer des emplois au moyen d'une politique favorisant l'autosuffisance et les énergies « vertes ».
- En faisant appel à cette nouvelle société d'État, amener le Canada à devenir un leader mondial des nouvelles technologies environnementales, afin d'établir des centres d'innovation en énergies solaire, marémotrice, éolienne et géothermale partout au Canada. Ces centres d'innovation seront situés près de centres d'exploitation des carburants fossiles, afin de faciliter la transition vers une économie durable et en offrant des incitatifs fiscaux aux entreprises du secteur des énergies renouvelables pour les convaincre de s'établir dans ces régions.
- En imposant de lourdes amendes aux pollueurs, amendes qui équivaldront aux coûts de nettoyage (le principe du pollueur-payeur.)
- En utilisant une nouvelle société d'État pour investir dans notre capacité industrielle sous-utilisée, afin de ré-équiper nos installations de production et de créer des emplois par la construction d'aéromoteurs au Canada, et en ayant recours au nouveau programme national de soutien des infrastructures pour promouvoir le marché de l'énergie éolienne.
- En réformant totalement, en quatre ans, le régime fiscal de façon à transformer les incitatifs, les subventions et les programmes d'investissement. Ces réformes mettront l'accent sur les énergies « vertes » et co-générées, comme la puissance éolienne, solaire, marémotrice, de biocarburant et d'efficacité énergétique, de même que les technologies transitoires comme les systèmes bi-énergies et d'énergie communautaire. Ces réformes délaisseront par ailleurs les technologies qui contribuent aux changements climatiques comme les carburants fossiles ou l'énergie nucléaire et ses résidus toxiques. La mise en œuvre de ces réformes fera preuve de souplesse, fera place à la négociation et tiendra compte des répercussions économiques régionales, de l'état de développement des divers secteurs et de la mise en place de mesures compensatoires.
- En assumant la responsabilité de négocier équitablement, de promulguer et de mettre en œuvre des règlements relatifs aux ajustements de paiements partagés pour la Nouvelle-Écosse, afin que cette dernière touche sa juste part des revenus en ressources prévus à la législation fédérale.
- En apportant les modifications nécessaires pour que l'esprit de l'Accord de l'Atlantique soit mis en pratique et pour que les habitants de Terre-Neuve et du Labrador soient traités équitablement.
- En travaillant avec la Saskatchewan, afin de s'assurer qu'elle soit traitée sur un pied d'égalité avec la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, en ce qui concerne les revenus énergétiques et la péréquation.
- En établissant un fonds de transition équitable à l'intention des travailleurs et des collectivités du secteur de l'énergie et en offrant une aide aux provinces dépendant du charbon pour les aider à fermer leurs centrales thermiques.
- En aidant les provinces à délaisser le charbon, au moyen d'une Stratégie nationale sur l'énergie qui répondra aux besoins des Canadien(ne)s d'une manière durable, et en offrant un mécanisme pour exporter l'énergie hydroélectrique plus propre du Manitoba et du Québec vers les provinces dépendant du charbon et de l'énergie nucléaire.

suite au verso...

- En élaborant une stratégie de transition sur le carburant qui assurera un approvisionnement adéquat en gaz naturel pour remplacer le pétrole et le charbon et en demandant à l'Office national de l'énergie de veiller à ce que les besoins énergétiques des Canadien(ne)s soient satisfaits, avant de permettre des exportations illimitées de gaz naturel vers les États-Unis.
- En créant une Bourse canadienne du climat qui respectera les réalités de l'économie de marché, afin de générer des revenus pour le développement des énergies « vertes » et renouvelables, en vendant aux enchères des crédits de pollution aux entreprises, dont le nombre diminuera progressivement avec le temps. Avec la hausse de la valeur des crédits de pollution, les entreprises trouveront de plus en plus coûteuses leurs activités polluantes. Les revenus de la vente aux enchères serviront à financer l'adoption par le Canada des énergies « vertes ».
- En appuyant les exploitations agricoles familiales par des incitatifs financiers au profit de l'éthanol, un carburant de transition, et en améliorant les revenus des agriculteurs par l'importation d'idées novatrices mises en application dans des États américains comme l'Iowa, où les agriculteurs sont autorisés à louer des lisières de terre pour l'installation d'éoliennes.
- En aidant les collectivités nordiques et éloignées à ne plus utiliser le diesel, un carburant coûteux, et en utilisant une technologie canadienne et l'importation d'idées novatrices de l'Alaska, où l'on remplace les génératrices très coûteuses par des éoliennes.
- En maintenant en place le moratoire sur l'exploration du gaz et du pétrole sur la côte du Pacifique et dans les Grands Lacs.
- En travaillant à la création d'un programme d'études universitaires en technologie « verte » pour soutenir l'éducation des Canadien(ne)s œuvrant dans cette industrie émergente.
- En mettant en place un programme national d'amélioration du rendement énergétique des bâtiments afin de réduire la demande d'électricité, initiative qui sera menée avec les fonds du Régime de pension du Canada, lequel sera partie aux profits; en utilisant des incitatifs fiscaux pour créer des logements dans les centres-villes et ainsi endiguer l'étalement urbain.
- En créant une commission qui aura pour mandat de proposer des mesures fiscales et financières novatrices au gouvernement fédéral, comme des changements à la fiscalité au profit de taxes « vertes » ou d'incitatifs environnementaux sans aucun impact négatif sur les recettes fiscales fédérales.

### Paul Martin et les Libéraux sont :

- Vagues à l'égard du Protocole de Kyoto et ils ont imposé au ministère de l'Environnement les plus lourdes compressions budgétaires, afin d'être en mesure de financer les allègements fiscaux accordés aux entreprises pétrolières et de charbon. Durant son séjour dans le secteur privé, la compagnie de Paul Martin a été le plus important transporteur de charbon des Grands Lacs. L'utilisation du charbon provoque des changements climatiques et cause le smog plus rapidement que tout autre carburant. Paul Martin a aussi annoncé son intention de donner gratuitement des crédits de pollution aux entreprises.



## Fabriquer des voitures « vertes » et promouvoir le transport « vert » au Canada

Il nous faut maintenant trouver et mettre en application des solutions pratiques pour supprimer le mythe selon lequel les travailleurs et les environnementalistes poursuivent des objectifs opposés. En juillet 2003, Jack Layton, le mouvement Greenpeace et les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) ont dévoilé la première stratégie industrielle du Canada sur une voiture « verte » – un document qui démontre comment la technologie, la réglementation et le secteur privé peuvent créer des emplois en fabriquant des voitures « vertes ».

### Jack Layton et le NPD du Canada créeront de l'emploi et assainiront l'environnement :

- En offrant des incitatifs fiscaux et une aide financière en recherche et développement sur de nouveaux carburants aux fabricants qui conserveront et élargiront leurs installations au Canada.
- En remplaçant les objectifs de réduction volontaire des émissions polluantes proposés à tous les fabricants d'automobiles au Canada par des objectifs de réduction obligatoire, comme cela se fait en Californie.
- En joignant les rangs d'États américains comme la Californie et le Massachusetts qui ont imposé aux fabricants des objectifs obligatoires de vente de voitures « vertes ». En adoptant ces règles, le Canada pourra participer à la création d'un marché nord-américain de près de 80 millions de personnes à la recherche de voitures plus écologiques.
- En offrant des remboursements généreux de TPS aux acheteurs de voitures plus « vertes », dont la valeur du remboursement pourra augmenter en fonction du rendement énergétique du véhicule, et en mettant en place, au sein de l'administration fédérale, des politiques d'achat de voitures « vertes ».
- En partageant avec les municipalités la moitié des recettes de la taxe fédérale sur le carburant, afin de soutenir le transport durable, c'est-à-dire le transport en commun, des pistes cyclables et piétonnières en milieu urbain, le transport ferroviaire de marchandises et les routes en région rurale.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Présenté dix budgets dans lesquels aucun incitatif n'a été accordé pour l'achat de voitures « vertes » et aucune aide pour le transport en commun.



## Bâtir un avenir durable en respectant les objectifs et les échéanciers du Protocole de Kyoto

Les entreprises polluées affirment que la réglementation environnementale fait perdre des emplois. Elles ont invoqué cet argument à l'égard de l'essence sans plomb, des produits causant la destruction de la couche d'ozone et des efforts déployés par le Canada pour mettre fin aux pluies acides. Chaque fois, elles ont eu tort. Il nous faut maintenant cesser d'écouter les doléances crasses des pollueurs et de leurs amis et s'appliquer à poursuivre les objectifs et à respecter les échéanciers du Protocole de Kyoto sur le changement climatique.

Jack Layton et le NPD du Canada savent que Kyoto est une première mesure bien modeste et que ses objectifs de réduction des émissions ne sont pas suffisants. Mais si nous poursuivons ses objectifs et respectons ses échéanciers, cela provoquera une réaction en chaîne qui permettra de réduire encore plus les émissions.

### Jack Layton et le NPD du Canada mettront en œuvre le Protocole de Kyoto et assainiront notre air :

- En investissant de façon dynamique dans le transport en commun, les trains et les énergies renouvelables.
- En mettant en place un programme national d'amélioration du rendement énergétique des bâtiments pour diminuer les dépenses énergétiques, réduire la pollution et créer de l'emploi.
- En établissant un réseau d'interconnexion est-ouest permettant d'exporter l'énergie hydroélectrique plus propre produite par le Québec et le Manitoba vers les provinces dépendant du charbon.
- En fixant des objectifs de réduction obligatoire des émissions des véhicules et en offrant des incitatifs pour l'achat de voitures « vertes ».
- En appuyant des améliorations au système de transport ferroviaire de passagers de Via Rail par la poursuite d'un objectif à long terme, soit celui d'un train à haute vitesse dans le corridor Windsor-Québec et ailleurs au pays, où cela sera rentable.
- En appuyant seulement les projets d'absorption du carbone qui améliorent la biodiversité locale, créent des occasions de développement économique local et ne provoquent pas une ré-affectation des fonds accordés à des solutions permanentes, comme l'efficacité énergétique et les énergies « vertes ».

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Trahi une promesse du Livre rouge où ils prenaient l'engagement de réduire de 20 %, comparativement aux niveaux de 1988, les émissions du Canada d'ici l'an 2000. Les niveaux d'émissions ont augmenté de 18 % depuis 1988.





## Bâtir un avenir indissociable d'une eau saine et de qualité

Les familles canadiennes sont préoccupées par la qualité de leur eau potable. Nous voulons que des mesures soient prises pour améliorer l'infrastructure d'approvisionnement en eau potable et pour empêcher que des produits chimiques ne viennent contaminer l'eau. Il nous faut maintenant reconnaître que notre laxisme à l'endroit des entreprises polluantes, la détérioration de nos infrastructures et les exploitations agricoles de grande taille sont toutes des réalités insoutenables sur le plan environnemental. Nous devons mettre en pratique des idées novatrices pour protéger les ressources en eau douce du Canada.



## Jack Layton et le NPD du Canada protégeront notre eau potable :

- En faisant des systèmes d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées une priorité de la composante « infrastructure » du nouveau pacte de soutien aux municipalités, et la principale priorité des collectivités rurales, autochtones et éloignées.
- En accordant un plus grand soutien aux fermes familiales pour favoriser l'agriculture durable, lesquelles se distinguent des grandes fermes industrielles et de leurs répercussions inévitables sur les réserves en eau.
- En appuyant les agriculteurs qui tentent de réduire leur dépendance à l'égard des pesticides et des antibiotiques, et en appuyant les municipalités qui doivent se défendre devant les tribunaux face aux fabricants de produits chimiques parce qu'elles veulent limiter l'usage des pesticides sur leurs territoires.
- En interdisant les exportations en vrac d'eau douce du Canada, comme le Manitoba l'a fait.
- En rédigeant des lignes directrices nationales concernant l'eau potable et en invoquant les pouvoirs du gouvernement fédéral pour exiger des évaluations environnementales fédérales complètes sur les projets transfrontaliers, comme le projet d'un dépotoir dans le nord de l'Ontario ou d'un incinérateur au Nouveau-Brunswick, lesquels auront un impact négatif sur la qualité de l'eau.
- En présentant une Loi sur l'intendance de l'eau plus exhaustive pour protéger notre ressource la plus importante.
- En créant un ministère de l'Intendance de l'eau, comme le Manitoba l'a fait, pour regrouper toutes les facettes de la gestion fédérale de l'eau (12 ministères détiennent des compétences en ce domaine), élaborer des normes communes, investir dans l'infrastructure et travailler avec les provinces et les territoires pour s'assurer d'une meilleure coopération en ce qui a trait à la qualité de l'eau et l'hydrométrie.
- En adoptant une position claire dans les dossiers concernant les cours d'eau transfrontaliers par l'utilisation des pouvoirs de la Commission mixte internationale, afin de protéger les Canadien(ne)s face à des menaces comme le détournement du lac Devils, et s'attaquer aux entreprises polluées comme celles qui ont pollué la rivière St. Clair.
- En créant un Centre canadien en santé environnementale pour promouvoir la recherche sur la santé humaine et écologique.
- En révisant la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* pour délaissier l'accent mis sur les mesures volontaires et le remplacer par des mesures obligatoires de prévention de la pollution à l'intention des sociétés et des institutions.

## Paul Martin et les Libéraux refusent :

- D'aider les collectivités à offrir de l'eau saine et de qualité à leurs citoyen(ne)s et ont préféré plutôt accorder aux entreprises le plus important allégement fiscal de l'histoire du Canada.



## Bâtir un avenir sans produits toxiques

Nous ne devons pas oublier que lorsque les Libéraux ont remporté les élections en 1993, ils avaient promis de procéder au nettoyage du plus important dépotoir de produits toxiques en Amérique du Nord, à savoir les étangs bitumineux, à Sydney, au Cap Breton. Après une décennie au pouvoir, pas même une goutte de déchets toxiques n'a été retirée.

Des études ont révélé la présence de substances ignifuges dans le lait maternel des femmes inuites dans l'Arctique, et le gouvernement n'a pas encore terminé les tests sur les substances toxiques connues (encore moins sur les nouvelles), nous pouvons donc affirmer qu'il n'y a plus de temps à perdre.

Des pays prennent des mesures à l'endroit de certains des produits chimiques les plus toxiques de la planète, pendant que le Canada prend du retard en ce domaine. Il nous faut reprendre le temps perdu en nettoyant les emplacements contaminés du Canada et en adoptant une approche proactive et novatrice en matière de prévention de la pollution toxiques.

### Jack Layton et le NPD du Canada lutteront contre les produits toxiques :

- En créant des emplois et travaillant de façon proactive pour empêcher un accroissement de la pollution, dont le financement sera assuré par l'application du principe du pollueur-payeur, et en exigeant des entreprises et des instances publiques responsables des déchets toxiques qu'elles assument le coût du nettoyage.
- En interdisant toutes les importations de déchets toxiques.
- En transférant le fardeau de la preuve sur les épaules des fabricants de produits chimiques et en exigeant qu'ils prouvent que leurs produits sont sans danger avant qu'ils ne soient répandus dans notre environnement.
- En annonçant notre intention de renégocier l'ALÉNA pour y inclure le principe du respect des traités environnementaux. L'ALÉNA a déjà été invoqué deux fois pour forcer le Canada à accepter des produits toxiques : une première fois en annulant l'interdiction canadienne sur un additif toxique à la gasoline interdit aux États-Unis et une seconde fois en forçant le Canada à accepter l'importation de déchets toxiques ce que contrevenait à un traité international.
- En révisant la *Loi canadienne de protection de l'environnement* pour réduire l'importance des mesures volontaires et adopter plutôt des mesures obligatoires de prévention de la pollution à l'intention des sociétés et des institutions.

### Paul Martin et les Libéraux avaient :

- Promis de procéder au nettoyage du plus important dépotoir toxique en Amérique du Nord, à savoir les étangs bitumineux à Sydney, au Cap Breton. Après une décennie au pouvoir, pas même une goutte de déchets toxiques n'a été retirée, malgré les excédents budgétaires les plus élevés de l'histoire.



## Assurer le respect de la biodiversité au Canada

Les espèces canadiennes en voie d'extinction ont débuté 2004 sans bénéficier de la protection d'une loi sur les espèces menacées, et ce, même si les Libéraux ont promis une telle loi lors des trois dernières campagnes électorales. L'industrie forestière canadienne est trop axée sur l'exportation de billes de bois et d'emplois, au lieu de créer au pays des emplois fondés sur la transformation du bois. La réglementation concernant l'approbation des nouvelles récoltes biotechnologiques demeure malheureusement faible, ce qui permet à des récoltes génétiquement modifiées de pénétrer notre environnement sans que nous connaissions leurs conséquences à long terme sur la biodiversité et la santé humaine.

Il nous faut maintenant cesser de tenir pour acquis notre riche patrimoine végétal et animal et s'appliquer à protéger notre biodiversité pour les générations futures. Nous devons respecter notre environnement et sauvegarder cette ressource inestimable qui peut contenir les réponses aux plus importants défis de l'humanité.

### Jack Layton et le NPD du Canada respecteront la biodiversité :

- En renforçant l'appui à nos parcs nationaux et la réduction des frais d'utilisation.
- En adoptant une loi sur les espèces menacées qui protégera les habitats des espèces en péril et confiera aux scientifiques, et non aux politicien(ne)s, la responsabilité de déterminer si une espèce est menacée ou en péril.
- En imposant un moratoire sur toutes les nouvelles récoltes génétiquement modifiées, tout particulièrement le blé, pour protéger les marchés Canadien(ne)s à l'étranger, et en changeant la présente réglementation pour que les sociétés du secteur de la biotechnologie soient tenues de prouver que la nouvelle technologie est sans danger pour l'environnement, avant qu'elle ne puisse être utilisée.
- En respectant le droit des Canadien(ne)s de savoir ce que contiennent leurs aliments au moyen de l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés comme cela se fait en Europe, en Asie et en Australie.
- En travaillant avec les communautés axées sur l'exploitation forestière, leurs travailleurs et leurs entreprises pour développer des industries offrant des produits à valeur ajoutée qui créeront des emplois et réduiront la dépendance du Canada à l'égard de l'exportation de billes de bois non transformées vers les États-Unis. En travaillant également avec les provinces pour mettre fin aux coupes à blanc des forêts ancestrales et adopter des pratiques forestières durables.
- En reconnaissant que les pratiques actuelles en matière de pisciculture sont intolérables et en exhortant les provinces à imposer un moratoire sur les présentes exploitations dans le but de les supprimer progressivement et de les remplacer par des exploitations piscicoles en enceinte close.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Évité d'adopter une position claire sur l'apposition obligatoire d'étiquettes sur les aliments génétiquement modifiés.



## Bâtir un monde plus équitable

Les Canadien(ne)s veulent que le Canada, une des nations les plus riches de la planète, assume la place qui lui revient sur la scène mondiale et aide à bâtir un monde plus équitable et plus sûr. Le temps est venu de faire notre part et de relever les défis que sont la croissance de la population, la pauvreté, la pollution et les pandémies.

### Jack Layton et le NPD du Canada bâtiront un monde plus équitable :

- En portant l'aide au développement international à 0,7 % du PIB d'ici 2015.
- En travaillant à l'annulation de la dette des pays en voie de développement au Canada, tout en faisant la promotion de la démocratie et des droits de la personne dans ces pays qui sont dans le besoin.
- En collaborant avec des gouvernements et des législateurs inspirés des mêmes principes, afin de mettre en place la Taxe Tobin sur la spéculation monétaire, une initiative approuvée par le Parlement canadien, par l'imposition d'une minuscule taxe sur les transactions monétaires spéculatives pour générer des capitaux d'investissement dans la santé, l'éducation et des projets de développement hydroélectrique durables dans le monde en développement.
- En mettant fin à l'objection de longue date du Canada à l'adoption d'un rapport essentiel du G-8 qui révèle que le développement durable est possible dans les pays en développement au moyen des énergies renouvelables non polluantes.



- En travaillant avec des législateurs progressistes d'autres pays pour remplacer les accords commerciaux non démocratiques et axés sur les besoins des entreprises (comme l'ALÉNA et l'OMC) par des ententes fondées sur les principes du commerce équitable qui respectent une rémunération juste et des conditions de travail satisfaisantes, les droits de la personne, l'environnement et le droit des collectivités de se développer conformément à leurs valeurs.
- En s'appliquant à rétablir la primauté des législateurs canadiens en matière de politiques nationales et provinciales, primauté ayant été réduite par les accords commerciaux comme l'ALÉNA et l'OMC.
- En renforçant la *Loi sur les mesures économiques spéciales* pour permettre au Canada d'imposer des sanctions économiques aux compagnies canadiennes qui portent atteinte aux droits de la personne à l'étranger.
- En modifiant la *Loi sur l'immunité des États* pour permettre aux Canadien(ne)s de poursuivre des gouvernements étrangers coupables de tortures, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.
- En veillant à ce que le Canada joue un rôle de premier plan avec des nations inspirées des mêmes principes, dans les efforts déployés pour promouvoir la paix et la justice au Moyen-Orient, tout en respectant le cadre des résolutions des Nations Unies et le droit international, y compris le droit des Israéliens et des Palestiniens de coexister pacifiquement dans des États viables et indépendants, un accord négocié sur les frontières, le retrait des colonies en Palestine, la fin de l'occupation par Israël du territoire palestinien, la fin des tueries de civils innocents et la présence d'une force internationale de maintien de la paix.
- En appuyant la poursuite de la participation du Canada aux organismes multilatéraux, comme La Francophonie et le Commonwealth.
- En adoptant une loi qui permettra des poursuites criminelles contre les entreprises établies au Canada coupables de violations des droits de la personne à l'étranger, une mesure législative qui s'inspirera d'une loi autorisant des poursuites contre des Canadien(ne)s coupables de violence sexuelle à l'endroit d'enfants à l'étranger.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Réduit de près de 3 milliards \$ l'aide étrangère et ainsi diminué l'aide canadienne au développement international qui est passée de 0,44 % à 0,29 % du PIB.



## Bâtir un monde qui luttera contre le SIDA

Chaque Canadien(ne) est touché(e) par la tragédie du SIDA qui décime la population de nombreux pays en développement, tout particulièrement en Afrique. Nous devons concevoir un plan d'intervention concerté, cohérent et ambitieux pour s'attaquer à l'une des plus graves et urgentes crises qui frappe la planète. Le Canada doit maintenant jouer un rôle de leader en mettant en application ses valeurs, comme l'a démontré Stephen Lewis, l'ancien chef du NPD de l'Ontario, qui est maintenant l'envoyé spécial des Nations Unies concernant le SIDA.

### Jack Layton et le NPD du Canada lutteront contre le SIDA :

- En s'assurant que des médicaments génériques à coût abordable sont offerts à l'Afrique et aux pays en voie de développement pour lutter contre le SIDA et toutes les maladies constituant un danger de mort, comme le cancer, la malaria et la tuberculose, et en réduisant la durée de protection des brevets des médicaments sur ordonnance au Canada.
- En respectant l'engagement du Canada concernant le Fonds mondial de lutte au SIDA, en triplant la valeur de notre appui financier.
- En travaillant, par le biais des Nations Unies, à réformer le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, afin d'éliminer les conditions draconiennes d'emprunt qui réduisent les investissements dans la santé et l'éducation dans les pays en voie de développement et provoquent des compressions budgétaires aux programmes de traitement et de prévention du SIDA.

### Paul Martin a été :

- Un intervenant important au sein du FMI et de la Banque mondiale, deux instances qui portent atteinte directement à la capacité des pays en développement de prévenir et de traiter le SIDA/VIH.



# Respecter Notre Identité

Jack Layton et le NPD du Canada savent que notre pays a beaucoup changé. Nos collectivités et les gens qui les habitent sont en pleine transformation. Le Canada doit évoluer pour refléter nos réalités urbaines nouvelles et diversifiées. Si nous voulons bâtir un nouveau projet de société, nous devons respecter notre identité.

## Respecter l'égalité des femmes

Les Canadiennes n'ont pas encore vu les améliorations de l'égalité sociale et économique que leur avaient promis les Libéraux. L'égalité économique est toujours un objectif lointain. Le chômage et le travail à temps partiel qui confine les femmes dans un ghetto, sapent l'indépendance économique des femmes. L'accès à des garderies de qualité abordables demeure une barrière importante lorsqu'il s'agit de travailler, d'étudier et d'équilibrer travail et famille. Au moins une Canadienne sur quatre sera victime d'une agression dans sa vie. Il faut que nous commençons dès maintenant à respecter l'égalité des femmes et à concevoir des stratégies pour les aider à s'acquitter humainement de leurs responsabilités familiales et professionnelles.

verso...



## Jack Layton et le NPD du Canada travaillent à mettre en place des solutions pratiques pour concrétiser les grands discours sur l'égalité des femmes :

- En adoptant une législation proactive et efficace en matière d'équité salariale, y compris des moyens opportuns, efficaces et non bureaucratiques d'aider les travailleuses et les employeurs à résoudre les différends et en finançant adéquatement l'éducation, la formation, l'information et l'application de la loi.
- En appliquant la législation en matière d'équité salariale à tous les employeurs du secteur fédéral, quel qu'en soit la taille et à toutes les employées, quel que soit le statut professionnel (plein temps, temps partiel, emploi temporaire, occasionnel et contractuel.)
- En collaborant avec les provinces et les territoires et en offrant à ces gouvernements un financement stable et à long terme pour créer 200 000 places supplémentaires de qualité et à coût abordable dans les garderies, d'ici les quatre prochaines années.
- En mettant en place un programme public de soins à domicile à but non lucratif partout au Canada, modèle s'inspirant du Manitoba. Les soins en milieu hospitalier sont de 9 000 à 16 000 \$ plus coûteux par patient(e) annuellement que les soins à domicile offerts en milieu communautaire, lesquels tiennent compte du vieillissement de la population tout en atténuant le fardeau des familles, tout particulièrement celui des femmes, qui doivent s'occuper de façon disproportionnée de parents âgés malades.
- En s'assurant que les femmes ont accès à des services d'avortement thérapeutiques sûrs.
- En offrant un financement stable aux centres et programmes d'éducation à l'intention des femmes visant à combattre le sexisme et la violence faite aux femmes.
- En affectant une partie des nouveaux fonds accordés à Sport Canada pour favoriser l'accès des femmes aux programmes sportifs.
- En tenant compte de l'évolution du milieu de travail et en accordant des prestations de maternité aux femmes qui travaillent à contrat, et en éliminant les contraintes des congés de maternité et parentaux qui sont fondées sur l'utilisation des congés de maladie.
- En abaissant les critères d'admissibilité à l'assurance emploi pour tenir compte du nombre d'années sur le marché du travail d'une travailleuse, une mesure qui rendrait admissibles un plus grand nombre de femmes et refléterait la véritable participation au marché du travail d'une femme.
- En améliorant l'accès des femmes au RPC/RRQ, au moyen d'un élargissement de la disposition actuelle de non-participation au marché du travail pour s'occuper d'un enfant, afin d'y inclure les soins non rémunérés, comme les soins dispensés à un parent âgé.
- En supprimant la TPS sur les produits de base pour les familles en commençant par les vêtements et les médicaments pour enfants, les fournitures scolaires, les livres, les magazines, les produits d'hygiène féminine et l'équipement médical.
- En tenant un référendum portant sur une modification de notre régime électoral pour adopter la représentation proportionnelle, comme en Allemagne et en Nouvelle-Zélande. La RP respecte les choix des électeurs, protège la représentation locale et exige un vaste niveau d'appui à un parti pour obtenir des sièges au Parlement.



## Respecter les réalités autochtones

De plus en plus, les Canadien(ne)s autochtones – les Premières nations, les Métis, les Inuits – prennent une place importante dans tous les secteurs de la société, y compris le monde des affaires, le gouvernement, la politique, les arts, les médias, la science et le milieu universitaire. C'est un développement positif. Toutefois, les conditions d'existence d'un trop grand nombre d'autochtones ressemblent à celles du tiers-monde.

Des décennies de promesses n'ont pas encore permis de construire les communautés que les Premières nations du Canada méritent et d'encourager le développement de talents et de compétences chez les Autochtones, talents et compétences qui nous aideront à bâtir un nouveau projet de société. Il nous faut maintenant prendre un engagement sincère envers le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale. Nous devons maintenant prendre un engagement envers les Canadien(ne)s autochtones vivant en milieu urbain et sur les réserves indiennes.

### Jack Layton et le NPD du Canada collaboreront avec les Canadien(ne)s autochtones :

- En convoquant une Conférence des premiers ministres pour discuter des recommandations du rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones que le gouvernement fédéral néglige depuis huit ans. Des représentant(e)s des peuples autochtones assisteront à la Conférence en tant que réels partenaires.

verso...



- En réglant les revendications territoriales, afin de favoriser le développement économique des communautés sur les réserves, et en encourageant des partenariats entre le milieu des affaires et les peuples autochtones.
- En assurant la formation de 10 000 professionnel(le)s autochtones dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services sociaux.
- En créant une Commission des revendications territoriales indépendante pour régler des revendications précises, en augmentant les investissements du fédéral dans l'infrastructure des communautés autochtones et en entreprenant des réformes financières afin d'offrir aux Premières nations un meilleur accès à des capitaux pour promouvoir le développement économique communautaire.
- En incluant spécifiquement les priorités des communautés autochtones dans les nouveaux programmes en matière de logement et d'infrastructure, et en respectant l'engagement du gouvernement fédéral de rehausser les conditions d'existence des communautés autochtones qui s'apparentent actuellement à celles du tiers-monde.
- En offrant aux Premières nations des services de santé de première qualité par une amélioration du financement et de la dotation en personnel. En investissant dans les infrastructures médicales. En collaborant avec les provinces et les Premières nations à l'élaboration d'un plan de prestation de services de santé moderne.
- En prenant appui sur le succès remporté par la justice autochtone traditionnelle dans le domaine de la justice pénale, et en augmentant le financement accordé à la protection des langues autochtones.
- En respectant le rapport du Groupe de travail mixte qui a recommandé, en 1988, de mettre en place un système efficace et indépendant pour résoudre les différends concernant les revendications territoriales.
- En abandonnant toutes les procédures d'appel des décisions des tribunaux concernant les pensionnats et en négociant des règlements équitables avec les victimes de mauvais traitements, à moins que cette approche absout les congrégations religieuses de toute responsabilité à l'égard de cet épisode regrettable de l'histoire canadienne.
- En créant des sièges pour les Autochtones au Parlement, comme cela se fait en Nouvelle-Zélande, afin de s'assurer que les Premières nations du Canada participent toujours aux débats nationaux.
- En mettant fin aux vols à basse altitude de l'OTAN au-dessus des territoires innus.
- En s'opposant à la présentation du projet de *Loi sur l'intendance autochtone*, une proposition législative inacceptable, et en procédant plutôt à la modernisation des structures d'intendance autochtone au moyen de consultations avec les communautés autochtones fondées sur les principes de l'autonomie gouvernementale.
- En élaborant une stratégie nationale pour traiter des besoins des Autochtones vivant en milieu urbain.
- En reconnaissant les besoins uniques des communautés autochtones en ce qui concerne l'eau potable et les services de santé.
- En invitant les chefs autochtones à participer aux réunions des ministres de la Santé et des premiers ministres.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Décidé d'accorder le plus généreux allègement du fardeau fiscal des entreprises de l'histoire du pays, au moment où les collectivités autochtones, qui relèvent de la compétence fédérale, vivent dans des conditions totalement inacceptables.



## Respecter la réalité d'un Canada diversifié

Le visage du Canada est en changement. Notre société et notre économie s'en trouvent renforcées. Lorsque le monde regarde le Canada, il y voit un modèle de diversité vivant en paix. Mais pour trop de Canadien(ne)s, notre réalité nationale porte un dur coup à notre image sur la scène mondiale.

Un trop grand nombre de familles sont divisées et trop de Canadien(ne)s talentueux sont forcés d'occuper des emplois qui sont bien en deçà de leurs compétences, en raison, notamment, de notre politique d'immigration qui refuse de reconnaître les réalités modernes. De nombreuses communautés sont à la recherche de médecins de famille et notre patrimoine environnemental doit être protégé par la mise en place de nouvelles solutions pratiques. Comment pouvons-nous alors accepter que des médecins et des ingénieurs soient forcés de conduire des taxis ? Ils devraient nous aider à bâtir un nouveau projet de société.

Il est temps que le Canada élargisse sa vision économique et culturelle afin de favoriser la prospérité, même lorsque la situation économique est plus difficile aux États-Unis. En cette époque marquée par la mondialisation, nous devons établir des liens avec un plus grand nombre de pays.

### Jack Layton et le NPD du Canada bâtiront ce Canada :

- En permettant une augmentation du nombre d'immigrants à 1 % de la population canadienne.
- En adoptant une disposition – et ce, une seule fois de son vivant – qui permettra à des citoyen(ne)s canadien(ne)s et à des résident(e)s permanent(e)s de parrainer la venue au pays d'un parent et ainsi contribuer à la réunification des familles. En cherchant également à déterminer comment il serait possible de modifier la législation et les pratiques en matière d'immigration pour donner un véritable sens aux efforts de réunification des familles.

verso...



- En travaillant avec les provinces et les territoires pour trouver un moyen de respecter les compétences professionnelles acquises à l'étranger.
- En améliorant le système d'immigration et des réfugié(e)s, afin d'accélérer le traitement et le rendre plus juste et plus responsable.
- En affectant les ressources nécessaires pour mettre fin aux longs retards dans le traitement des demandes d'immigration provenant de certaines villes étrangères, comme Beijing et Delhi.
- En collaborant avec les provinces et les territoires pour trouver des moyens d'attirer et de garder des immigrant(e)s qui nous aideront à poursuivre et atteindre nos objectifs démographiques et concernant la main-d'œuvre.
- En modifiant certains volets de la présente législation en matière d'immigration qui interdisent actuellement l'accès au pays à une certaine classe d'immigrant(e)s qui était pourtant admise durant l'ère Trudeau.
- En éliminant la taxe d'entrée mise en place par Paul Martin, et en réglementant et veillant au respect de règles plus sévères applicables aux courtiers privés en immigration et leurs honoraires.
- En gelant les droits exigés par les services d'immigration pour prévenir l'exploitation de ceux qui veulent s'établir au Canada, et en permettant que ces droits soient utilisés comme crédit applicable à l'éducation et à l'acquisition de compétences au Canada.
- En permettant aux gens sans statut qui vivent déjà au Canada de régulariser leur situation par un relâchement des règles pour des raisons humanitaires et de compassion.

### Paul Martin et les Libéraux :

- N'ont pas su respecter leur promesse de porter à 1 % de la population le nombre d'immigrant(e)s, et lorsque Paul Martin était ministre des Finances, il a décrété des augmentations importantes des droits imposés aux familles d'immigrants.



## Le respect et l'égalité pour tous

Les Canadien(ne)s croient fermement dans l'égalité des personnes, des races et des religions. Nous souffrons collectivement lorsque les droits d'avancement économique ou les droits civils sont niés ou bafoués en raison de l'appartenance ethnique, d'un handicap physique ou de l'orientation sexuelle.

Et pourtant, trop souvent, la très ordinaire feuille de route du gouvernement ne correspond pas aux valeurs des Canadien(ne)s. La discrimination salariale existe toujours. La dissidence pacifique risque d'être criminalisée. Les collectivités arabes et musulmanes sont victimes de stéréotypes dangereux. L'anti-sémitisme prend de l'ampleur. Et, après une décennie de combats légaux pour assurer l'égalité des gais et lesbiennes, le Parlement n'a pas encore pris l'engagement de reconnaître la pleine égalité des couples de même sexe. Il nous faut maintenant concrétiser nos valeurs.

### Jack Layton et le NPD du Canada respecteront l'égalité :

- En travaillant avec les gouvernements provinciaux et territoriaux à l'établissement d'un mécanisme unique de soutien de revenu à l'intention des personnes ayant un handicap, y compris un système de soutien national pour personnes avant un handicap physique.

verso...



- En élaborant une stratégie relative au marché du travail à l'intention des personnes handicapées, laquelle comprendra un plan en vue d'accroître leur présence dans la fonction publique fédérale et de nouvelles mesures pour aider les autres employeurs au pays à rendre leurs milieux de travail accessibles et accommoder les personnes handicapées.
- En élargissant le Programme de subventions pour initiatives spéciales dans le but de reconnaître les coûts additionnels liés à un handicap et les coûts d'adaptation de la formation, de l'éducation post-secondaire et des possibilités d'emplois.
- En rendant entièrement remboursables le crédit d'impôt pour personnes handicapées et le crédit d'impôt pour dépenses médicales.
- En créant le poste de commissaire indépendant, comptable directement au Parlement, qui aura pour mandat de déterminer si les ministères fédéraux se conforment à toutes les politiques relatives aux personnes handicapées et qui conseillera les ministres au sujet des répercussions sur les personnes handicapées des projets de loi et de la réglementation.
- En reconnaissant l'égalité des couples adultes de même sexe en leur accordant le droit de se marier, tout en respectant le droit de chaque religion de déterminer sa propre définition du mariage.
- En remplaçant la *Loi sur la lutte au terrorisme* par une législation qui respectera le droit à la dissidence pacifique, la liberté de presse et les libertés civiles.
- En présentant un projet de loi qui interdira aux ministères et organismes dans la sphère fédérale de procéder à l'établissement de profils raciaux.
- En abandonnant la décision de Paul Martin d'aller en appel d'un jugement rendu par un tribunal qui accorde rétroactivement les prestations de survivant du RPC aux couples de même sexe.
- En suivant le modèle des Territoires du Nord-Ouest, et ainsi, en modifiant la *Loi canadienne sur les droits de la personne* pour s'assurer qu'une personne ne peut faire l'objet de discrimination fondée sur son identité sexuelle.
- En travaillant avec les autorités américaines pour veiller à ce que le passeport canadien soit respecté et que les citoyen(ne)s canadien(ne)s soient traité(e)s équitablement à nos frontières internationales, et en refusant de partager des renseignements jusqu'au moment où nous aurons reçu ces assurances, comme l'a recommandé l'Association canadienne des libertés civiles.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Porté atteinte à l'égalité des gais et des lesbiennes en proposant l'option légale plutôt vague de « l'union civile » pour ne pas avoir à se conformer aux décisions des tribunaux de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Québec, et en éliminant à tout jamais le mariage civil pour tout le monde.



## Respecter les choix démocratiques des Canadien(ne)s

Il faut que le Parlement, dès maintenant, reflète plus précisément les choix des Canadien(ne)s. Il est essentiel que le Canada fasse comme nombre de pays sur la planète et adopte un régime électoral fondé sur la représentation proportionnelle. Le Canada est l'une des deux seules démocraties dans le monde industrialisé qui n'utilise pas encore une certaine forme de représentation proportionnelle.

Nous pouvons élire un Parlement qui reflétera les choix électoraux des Canadien(ne)s, qui obligera les partis politiques à obtenir un vaste appui national et dans lequel plus de femmes auront et assumeront leur juste place.

Les Canadien(ne)s font clairement connaître leurs choix au moment des scrutins fédéraux, mais en raison d'un régime électoral désuet, ces choix sont négligés ou ignorés par des gouvernements majoritaires arrogants, élus par une minorité de Canadien(ne)s. Le temps est venu de changer le système pour que des politiciens comme Paul Martin ne puissent plus jamais obtenir de mandats en proposant des idées qu'ils abandonneront une fois au pouvoir. Il faut réagir avec sévérité lorsque surviennent des scandales qui sapent la confiance des Canadien(ne)s envers notre système démocratique.

verso...





## Jack Layton et le NPD du Canada respecteront votre vote :

- En tenant un référendum portant sur une modification de notre régime électoral pour adopter la représentation proportionnelle, comme en Allemagne et en Nouvelle-Zélande. La RP respecte les choix des électeurs, protège la représentation locale et exige un vaste niveau d'appui à un parti pour obtenir des sièges au Parlement.
- En réagissant avec sévérité aux scandales, au moyen d'un conseiller indépendant en éthique, en rendant plus rigoureuses les lignes directrices concernant les conflits d'intérêts et en mettant en place un contrôle étroit des comptes de dépenses.
- En laissant le Parlement examiner les nominations à des postes supérieurs au sein d'instances comme les sociétés de la Couronne, les agences et les conseils d'administration.
- En faisant en sorte que les soi-disant « tierce parties » déposent un rapport public des fonds qu'elles auront reçu aux fins de publicité électorale et des autres dépenses électorales engagées.
- En s'attaquant aux caisses noires électorales.
- En abolissant le Sénat non élu, anti-démocratique et qui ne rend aucun compte à la population canadienne.
- En créant des sièges autochtones au Parlement, comme la Nouvelle-Zélande l'a fait, pour s'assurer que les Premières nations participent toujours aux débats nationaux.
- En appuyant et en travaillant avec le Conseil de la fédération créé par les premiers ministres provinciaux pour améliorer les relations fédérales-provinciales-territoriales.
- En renforçant la législation sur la liberté de l'information et la protection des renseignements personnels et en adoptant une loi sur la dénonciation pour protéger les fonctionnaires qui révèlent des malversations et du gaspillage au sein de l'administration fédérale.
- En abaissant à 16 ans l'âge donnant le droit de vote.

## Paul Martin et les Libéraux sont :

- Opposés à l'idée de demander aux électeurs canadiens s'ils souhaitent changer le régime électoral que nous avons. En 2003, ils ont voté contre une motion du NPD proposant la tenue d'un référendum sur une modification du régime électoral fédéral.





## Respecter ce qui fait de nous des Canadien(ne)s

Les artistes canadien(ne)s sont de plus en plus reconnu(e)s sur la scène internationale, mais ils ont encore besoin d'aide chez eux. Notre production artistique et littéraire nous font partager avec le reste du monde la richesse de notre pays. Nous l'enrichissons encore plus en soutenant un environnement créatif florissant, une source d'inspiration et d'équilibre pour de nombreux Canadien(ne)s dans un monde où tout va très vite.

Les sports amateurs au Canada jouent aussi un rôle essentiel dans la construction de notre identité canadienne. Ils favorisent le sentiment d'appartenance dans les communautés. Ils sont aussi une composante importante des programmes de santé publique et des programmes destinés aux jeunes. Il nous faut maintenant améliorer l'accès au sport amateur dans nos collectivités.

### Jack Layton et le NPD du Canada appuieront la culture au Canada:

- En appuyant les artistes des arts visuels et d'interprétation et les écrivains au moyen de crédits d'impôt et de subventions fondées sur des projets.
- En augmentant et en stabilisant le financement accordé à Radio-Canada et à CBC pour reconnaître l'importance de la radiodiffusion et de la télédiffusion publique dans un grand pays ouvert sur le monde.
- En appuyant l'attribution de permis de diffusion par câblodistribution à des télé-diffuseurs internationaux et multilingues pour offrir aux Canadien(ne)s une meilleure compréhension de la réalité mondiale.
- En protégeant la propriété canadienne des compagnies de câblodistribution et de télécommunication.
- En assurant une diversité de voix dans les médias canadiens avec des balises pour freiner d'autres fusions et acquisitions qui procurent aux propriétaires d'entreprises médiatiques une part de marché supérieure à 20 % que ce soit dans un marché national, régional ou local.
- En mettant en œuvre les recommandations du rapport du Comité du patrimoine qui propose d'appuyer les industries médiatiques vraiment canadiennes.
- En affectant une partie des fonds additionnels accordés à Sport Canada pour accroître l'accès des femmes, des personnes handicapées et des autochtones aux programmes de promotion des sports.
- En reconnaissant que les municipalités sont la pierre angulaire du sport amateur. Il faut investir dans l'infrastructure pour aider à construire et administrer les installations récréatives communautaires tout en accordant la priorité aux équipements qui offrent des services aux jeunes et aux personnes âgées.
- En ordonnant au CRTC d'assumer ses responsabilités dans l'industrie de la câblodistribution, soit de contrôler les augmentations de tarifs, de s'attaquer au problème de la réduction de la programmation communautaire et de rééquilibrer la réglementation dans le but d'accorder la préséance aux intérêts des auditeurs.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Décrété certaines des plus lourdes compressions budgétaires de l'histoire à Radio-Canada et à CBC.



# Protéger Notre Identité

Les Canadien(ne)s ont l'impression que leur pays leur échappe car la société canadienne s'américanise de plus en plus. C'est un obstacle à la réalisation d'un projet de société original. La coopération avec notre voisin et plus proche allié sur des questions d'intérêt mutuel est possible sans pour autant sacrifier notre droit de protéger nos priorités, notre culture et notre indépendance.

## Protéger la souveraineté canadienne

Le temps est venu pour le Canada de réaffirmer des politiques indépendantes conformes aux valeurs canadiennes tout en respectant nos amis américains. Jean Chrétien a eu raison d'écouter les Canadien(ne)s et de ne pas participer à la guerre de Bush en Irak.

### Jack Layton et le NPD du Canada protégeront la souveraineté du Canada :

- En veillant à ce que le Parlement se prononce avant d'envoyer des troupes à l'étranger. Il évaluera toutes les options militaires en fonction du respect du droit international et de la possibilité de solutions pacifiques.
- En s'assurant, s'il est décidé de ne pas participer à une guerre, que le personnel militaire canadien ne serve pas en tant que soldat ou officier au sein des forces armées d'autres pays, comme cela est le cas en Irak.
- En accordant la priorité aux missions de rétablissement et de maintien de la paix menées sous le commandement des Nations Unies.
- En annonçant notre intention de renégocier l'ALÉNA dans le but d'y retirer le Chapitre 11, afin de protéger l'économie mixte du Canada dans laquelle les entreprises et les services publics jouent un rôle essentiel. En travaillant avec des législateurs progressistes d'autres pays pour conclure de nouveaux accords commerciaux qui ne sont pas axés uniquement sur les besoins des entreprises.
- En travaillant au renforcement des Nations Unies et des organismes régionaux de sécurité comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour faire contrepoids aux instances dominées par les Américains telles l'OTAN et NORAD. C'est particulièrement important à la lumière du refus de l'OTAN de renoncer à la doctrine de la première frappe nucléaire et à l'installation projetée dans les quartiers généraux de NORAD du centre de coordination du bouclier anti-missiles (la Guerre des étoiles).
- En signifiant que les accords autorisant l'entrée au Canada de soldats américains en situation d'urgence sont abrogés et modifiés pour qu'une telle intervention ne survienne qu'avec le consentement du Parlement.
- En créant une nouvelle agence dont le mandat sera de promouvoir des élections équitables et des processus démocratiques dans les démocraties en émergence.

### Paul Martin a :

- Refusé de se prononcer clairement sur la guerre de George Bush en Irak et a nommé un faucon, David Pratt, ministre de la Défense.



## Protéger le droit du Canada de choisir ses solutions économiques

Les Canadien(ne)s forment un peuple ouvert sur le monde et favorable au commerce. Ils ne craignent pas la concurrence et ils appuient les institutions et les règles internationales qui rapprochent tous les membres de la communauté mondiale. Les Néo-démocrates sont aussi favorables au commerce; ils appuient depuis toujours les approches multilatérales pour résoudre les défis mondiaux. Mais les présents accords commerciaux ne sont pas favorables aux entreprises, aux travailleurs et aux collectivités canadiennes. Les ententes commerciales proposées donnent trop de privilèges aux sociétés transnationales au détriment des démocraties nationales et des traités touchant l'environnement, le secteur social et le monde du travail.

Il nous faut maintenant adopter une nouvelle philosophie en matière de commerce semblable à ce qui émerge dans plusieurs pays des Amériques et d'Europe. Nous pouvons générer la prospérité et l'interaction entre les peuples d'une manière durable laissant les communautés prendre les décisions qui les concernent. Cela protégera l'environnement et améliorera les conditions de vie dans les pays en voie de développement par la promotion de salaires et de conditions de travail équitables et la création de petites entreprises établies dans les collectivités. Jack Layton et le NPD du Canada appuient ce modèle de commerce équitable, une réponse constructive aux échecs récents de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du projet d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA.)



## Jack Layton et le NPD du Canada s'appliqueront à promouvoir le commerce équitable :

- En reconnaissant que les présentes ententes commerciales comme l'ALÉNA ne sont pas à l'avantage de nombreuses entreprises et des collectivités canadiennes et leurs travailleurs. Les marchés sont souvent inaccessibles et les industries canadiennes, tout particulièrement le bois d'œuvre, l'agriculture, l'automobile et l'acier, sont trop souvent pénalisées par les Américains, même si elles respectent les règles du jeu.
- En signifiant notre intention de renégocier l'ALÉNA pour garantir et gérer l'accès des industries canadiennes aux États-Unis et pour s'assurer que l'ALÉNA n'a pas préséance sur les traités concernant l'environnement, la culture et les lois du travail.
- En refusant de signer tout accord qui contiendrait des mécanismes de règlement des litiges entre l'État et l'investisseur qui permettent aux entreprises d'annuler des décisions démocratiques; en signifiant notre intention de renégocier l'ALÉNA par la suppression du Chapitre 11. Les pouvoirs que confère ce volet de l'ALÉNA ont déjà empêché le Canada d'interdire des produits chimiques toxiques sur son territoire.
- En travaillant avec des législateurs et organismes progressistes aux États-Unis et au Mexique pour réaliser ces réformes.
- En collaborant avec des pays inspirés par les mêmes objectifs, dans le but de négocier un accord sur le commerce équitable qui respectera les traités sur l'environnement, les droits sociaux et les lois du travail.

## Paul Martin et les Libéraux :

- Appuient des accords commerciaux qui permettent aux sociétés d'annuler des décisions démocratiques auxquelles sont de plus en plus opposés les gouvernements des pays en voie de développement. N'oublions pas non plus que les Libéraux avaient promis dans le Livre rouge de renégocier l'ALÉNA.





## Protéger les emplois au Canada contre les attaques commerciales

Un trop grand nombre d'industries canadiennes font l'objet d'attaques concertées de la part d'autres gouvernements, attaques qui portent un dur coup aux entreprises, collectivités et travailleurs qui acceptent les règles des accords commerciaux. Les présentes stratégies ne permettent pas de défendre les intérêts du Canada. Même après une série de décisions rendues par des tribunaux commerciaux, les exportations de bois d'œuvre se voient encore imposer des droits punitifs.

Il nous faut maintenant agir de concert avec nos partenaires syndicaux, qui représentent démocratiquement les travailleurs Canadien(ne)s, pour protéger les industries canadiennes en créant et en protégeant des emplois. Nous devons réaffirmer le droit du Canada d'assumer la souveraineté de son développement économique.

### Jack Layton et le NPD du Canada défendront l'emploi :

- En s'opposant avec vigueur au dumping des produits de l'acier par l'imposition rétroactive de droits punitifs aux pays qui font du dumping, une pratique qui sera la norme et non pas une exception.
- En veillant à ce que ceux qui sont victimes de l'anémique politique sur l'acier se fassent entendre au moyen de la création d'un Tribunal canadien du commerce au sein duquel les travailleurs, les entreprises et les collectivités vivant de l'acier soient représentés équitablement.
- En uniformisant les règles du jeu en Amérique du Nord pour attirer et conserver les usines de fabrication d'automobiles. Cela inclut l'établissement d'un fonds temporaire de recherche et de développement pour les véhicules fabriqués au Canada.
- En invitant le mouvement syndical à participer activement et non seulement comme observateur comme le font les Libéraux, à un Forum national sur l'économie. Le gouvernement, les entreprises, les organismes communautaires et les syndicats y débattront des idées pour enrichir les réflexions sur la politique économique et budgétaire du gouvernement.
- En créant un groupe de travail formé de représentants du gouvernement, des entreprises, des syndicats et d'organismes non gouvernementaux pour définir des solutions à l'égard des industries essentielles comme l'exploitation des ressources et l'industrie manufacturière en pleine transformation.
- En créant des mesures fiscales qui encourageront la fabrication au Canada d'automobiles pour freiner les stratégies de l'industrie axées uniquement sur la vente de véhicules.
- En faisant partout au pays la promotion de l'éducation permanente, de la recherche, de l'acquisition de compétences, des diagnostics médicaux et des occasions d'avancement au moyen d'initiatives comme offrir à toutes les collectivités l'accès à large bande en collaborant avec les provinces, les municipalités, y compris les collectivités éloignées, et le secteur privé.

verso...

- En reconnaissant que le Fonds de l'assurance emploi appartient aux travailleurs canadiens, et non au gouvernement. En s'assurant que les prestations soient adéquates.
- En travaillant avec le secteur de l'automobile, tant les travailleurs que les entreprises, pour créer une politique canadienne dynamique de l'automobile. Cette politique visera l'uniformisation des règles destinées à tous les partenaires commerciaux. Elle stimulera une industrie qui est passée du quatrième au septième rang à l'échelle mondiale depuis 1999.
- En liant les exportations de ressources à une augmentation du pouvoir de négociation auprès des États-Unis. Étant un important exportateur d'énergie vers les États-Unis, le Canada devrait utiliser cet avantage pour s'assurer que toutes les industries axées sur les ressources soient traitées équitablement, tout particulièrement l'industrie du bois d'œuvre.
- En défendant les intérêts du Canada au cours des négociations avec les Américains sur un nouvel accord commercial concernant le bois d'œuvre : une stratégie de neutralisation des droits punitifs imposés aux produits Canadien(ne)s comportera des mesures de représailles commerciales sur les exportations d'énergie; en veillant également à ce qu'aucun accord fondé sur les politiques forestières américaines ne soit conclu, et en offrant une aide économique aux travailleurs forestiers touchés par le différend commercial.
- En adoptant des lois fédérales pour interdire l'utilisation de briseurs de grève au moment de grèves ou de lockouts dans les domaines de compétence fédérale.
- En rétablissant une agence de surveillance et de contrôle du niveau des investissements étrangers dans des industries canadiennes cruciales et en bloquant les tentatives d'affaiblissement des règles sur la propriété étrangère dans le secteur des télécommunications.
- En augmentant annuellement le salaire minimum dans les secteurs de compétence fédérale, augmentation qui sera liée à la croissance économique.
- En s'appliquant à protéger l'industrie du cinéma et de la télévision au Canada.
- En travaillant avec les communautés, les travailleurs et les entreprises forestières à développer des industries de transformation pour créer de l'emploi et réduire la dépendance dans laquelle le Canada est maintenue à l'égard de l'exportation de billes de bois non transformées vers des marchés étrangers.

### Paul Martin a :

- Refusé d'intervenir, même s'il a été le ministre responsable des tarifs et de la politique fiscale pendant neuf années lors desquelles les industries canadiennes ont fait l'objet d'attaques concertées.



## Une approche axée sur l'agroalimentaire pour protéger l'agriculture

Après avoir traversé la pire crise financière de l'histoire de l'agriculture canadienne, les agriculteurs et les éleveurs ont désespérément besoin de l'aide du fédéral. Ils ont connu une réduction marquée de leurs revenus et ils ont subi des phénomènes climatiques inusités et d'autres désastres. Ils ont été les victimes de l'incapacité du gouvernement d'adapter les règles du jeu face aux subventions accordées aux producteurs agricoles européens et à l'aide économique accordée par Washington aux agriculteurs américains. Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses familles d'agriculteurs aient été forcées de vendre leurs fermes.

Il nous faut maintenant adopter une nouvelle approche axée sur les circuits alimentaires. Nous devons veiller à ce que les familles d'agriculteurs qui font preuve d'innovation demeurent sur leurs terres et soient compétitives. Il faut s'assurer que leur travail leur procure un rendement adéquat et encourager une plus grande production à valeur ajoutée. Nous devons en même temps nous assurer que les produits agricoles qui nourrissent les Canadien(ne)s et les gens partout dans le monde sont sains, nutritifs et écologiques.

Le temps est venu d'adopter une approche axée sur l'agroalimentaire pour aider les agriculteurs canadiens à commercialiser leurs produits et présenter les produits agricoles Canadien(ne)s comme étant sains et écologiques. Une approche fondée sur l'agroalimentaire peut tenir compte à la fois des désirs des fermiers, des agriculteurs et des éleveurs qui souhaitent une aide économique, et la durabilité environnementale de leur production, et des demandes des consommateurs qui veulent des produits sains et écologiques.

### Jack Layton et le NPD du Canada protégeront les fermes familiales du Canada:

- En établissant des programmes stables de sécurité du revenu pour protéger les fermes familiales des baisses imprévues de leurs revenus imputables à des désastres et des règles commerciales défavorables.
- En reconnaissant l'impact dévastateur de l'appui des États-Unis à leurs agriculteurs et des subventions à l'exportation accordées aux producteurs agricoles européens. En augmentant l'aide financière accordée aux fermes familiales canadiennes jusqu'au moment où la communauté internationale aura uniformisé les règles du jeu en ce domaine.

verso...



- En s'assurant que l'aide fédérale aux agriculteurs, victimes des traités commerciaux internationaux, ne dépende pas d'une aide équivalente des gouvernements provinciaux déjà à court d'argent.
- En faisant la promotion d'une politique agricole qui protégera ce que les agriculteurs canadiens ont créé eux-mêmes, y compris la Commission canadienne du blé et les organismes de gestion des produits laitiers et de la volaille.
- En soutenant une agriculture durable et écologique laquelle aidera les agriculteurs à réduire les coûts des intrants que sont les pesticides, les herbicides et le carburant qui sont essentiellement un déboursé monétaire des agriculteurs au profit de sociétés multinationales.
- En améliorant la salubrité des aliments au moyen d'une meilleure identification, d'un plus grand nombre de tests et d'inspections menées par les instances publiques pour que les produits Canadien(ne)s soient les plus fiables sur la planète.
- En interdisant immédiatement l'utilisation des farines animales dans la nutrition des animaux d'abattage.
- En promulguant un moratoire sur le blé génétiquement modifié pour protéger les marchés d'exportations canadiens et en favorisant l'étiquetage obligatoire des aliments GM sur le marché domestique.
- En reconnaissant le danger que posent les changements climatiques aux revenus des familles d'agriculteurs et en réduisant de manière agressive les émissions de gaz à effet de serre du Canada.
- En procurant des stimulants pour accroître la valeur ajoutée des usines de traitement et d'emballage pour créer des emplois dans les régions rurales du Canada.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Décrété les plus lourdes réductions aux programmes d'appui agricole de l'histoire canadienne.





## Protéger les travailleurs canadiens sans emploi

Au cours de la dernière décennie, le Programme de l'assurance emploi est devenu inéquitable, insensible aux nouvelles réalités du marché du travail et désuet. Moins d'un chômeur ou d'une femme enceinte sur trois sont admissibles aux prestations de ce régime d'assurance auquel il ou elle a cotisé. Beaucoup de travailleurs sans emploi ou en réorientation professionnelle ne sont pas admissibles aux prestations. Il nous faut maintenant moderniser l'assurance emploi pour venir en aide aux travailleurs mis à pied et nous assurer que ce programme public soit mieux adapté aux réalités du travail que vivent de plus en plus de femmes.

### Jack Layton et le NPD du Canada moderniseront l'assurance emploi :

- En permettant aux gens de toucher des prestations même s'ils sont en formation professionnelle, en aidant les travailleurs sans emploi à acquérir les compétences pour trouver un nouveau travail.
- En tenant compte des transformations du marché du travail et en aidant les travailleuses autonomes à obtenir des prestations de maternité, et ceci, en éliminant les restrictions des congés parentaux et de maternité basées sur les prestations de maladie.
- En abaissant les exigences d'admissibilité pour tenir compte du nombre d'années actives sur le marché du travail. Cette mesure permettra à plus de femmes d'être admissibles aux prestations et sera un meilleur indicateur du temps passé sur le marché du travail par le travailleur.
- En réduisant à 350 heures le nombre d'heures requises pour être admissible aux prestations. En rétablissant la valeur des prestations au deux tiers du salaire pour favoriser une transition plus en douceur entre la perte d'emploi et la perspective de la pauvreté.
- En offrant aux travailleurs sans emploi plus d'occasions de réintégrer le marché du travail, y compris le recyclage, et en trouvant de nouvelles applications aux compétences existantes.
- En éliminant la période d'attente de 2 semaines et en ne tenant plus compte de la valeur de la paie de vacances ou des prestations de départ.
- En aidant les travailleurs âgés de 45 ans ou plus qui pourront désormais toucher des prestations s'ils sont sur le marché du travail depuis plus de 10 ans.
- En retirant le Fonds de l'assurance emploi des revenus généraux du gouvernement où sont versées les primes qui servent à financer les baisses d'impôt accordées aux entreprises plutôt que de soutenir le régime d'assurance payé par les travailleurs avec leurs cotisations.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Prélevé 45 milliards \$ dans le Fonds de l'assurance emploi pour équilibrer le budget fédéral et ils ont mis en place des critères d'admissibilité abusifs qui empêchent les deux tiers des chômeurs de toucher des prestations d'un régime d'assurance auquel ils ont cotisé.



## Protéger les pensions des Canadien(ne)s

Beaucoup de travailleurs sont de plus en plus inquiets au sujet de leur sécurité financière au moment de la retraite après avoir vu de nombreux régimes de pension perdre de la valeur sur les marchés boursiers. Plusieurs autres régimes ont été sous financés en raison de la suspension des cotisations imputable à la valeur des actions et à la cupidité des entreprises. Nous devons protéger les régimes de pension en utilisant ces fonds avec prudence et créativité. Il faut augmenter le nombre de Canadien(ne)s cotisant au Régime de pension du Canada (RPC) en créant des emplois et en rendant plus sévères les règles applicables aux régimes de pension privés.

### Jack Layton et le NPD du Canada protégeront les pensions :

- En établissant un régime d'assurance des pensions, semblable à celui qui existe aux États-Unis. Ce régime est financé au moyen de modestes contributions versées par les employeurs d'entreprises œuvrant dans les secteurs de compétence du fédéral, comme les banques, les compagnies aériennes et les sociétés du secteur des télécommunications. Ce régime servira de catalyseur à la création d'un programme inter-provincial qui couvrira tous les travailleurs.
- En faisant des employés et de leurs régimes de pension les créanciers privilégiés dans l'éventualité d'une faillite.
- En rendant illégal le sous-financement des régimes de pension privés.
- En créant des emplois, en assurant des rendements stables au RPC et en lançant un programme national d'amélioration du rendement énergétique des bâtiments.
- En limitant à 300 000 \$ la déduction fiscale des salaires des cadres pour protéger les retraités et les actionnaires; en exigeant que les options d'achat d'actions soient totalement comptabilisées par les entreprises.
- En soumettant les fonds d'investissement du RPC à des règles d'éthique pour éviter que des fonds publics soient investis dans des entreprises qui polluent l'environnement, exploitent les travailleurs, participent au commerce des armes ou ont des pratiques incompatibles avec les valeurs canadiennes.
- En mettant en place un cadre législatif qui stipulera les règles de l'administration conjointe des fonds de pension.
- En ordonnant que les épargnes publiques dans le RPC soient investies dans des technologies et des industries durables pour appuyer le développement économique national et communautaire.

### Jack Layton et le NPD du Canada aideront les personnes âgées à prendre leur retraite dans la dignité :

- En appuyant l'âge de la retraite obligatoire dans le secteur fédéral à 65 ans.
- En améliorant l'accès des femmes au RPC/RRQ (Régime des rentes du Québec) par un élargissement de la portée de la disposition de non-participation applicable à la garde d'un enfant pour y inclure d'autres types de garde non rémunérée, comme la prise en charge d'un parent âgé.
- En examinant l'efficacité du système des pensions au Canada pour concevoir des moyens plus efficaces d'améliorer la sécurité du revenu des personnes âgées.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Tenté d'éliminer les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de les remplacer par un régime de retraite lié à l'état financier de l'individu. Ils ont aussi volé 30 milliards \$ dans le Fonds de pension de la fonction publique pour équilibrer le budget.



## Protéger la sécurité des Canadien(ne)s en faisant la promotion de la paix

Maintenant que la Guerre froide est derrière nous et qu'apparaissent de nouveaux défis en matière de sécurité, le Canada doit revoir sa politique sur la sécurité. L'industrie des armes serait la seule bénéficiaire de l'achat par le Canada d'équipement militaire dispendieux. Cela serait de peu d'utilité au niveau de la promotion de la sécurité dans le monde pour une puissance moyenne comme le Canada spécialisée dans les missions humanitaires. Nous devons plutôt réaffirmer notre rôle en travaillant au maintien et au rétablissement de la paix avec l'équipement nécessaire tout en aidant à atténuer les problèmes qui génèrent des crises.

Partout sur la planète, des organismes, comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, commencent à reconnaître les liens entre les droits de la personne, le développement et la sécurité. Nous pourrions mieux combattre le terrorisme et les États hors-la-loi et maintenir nos alliances traditionnelles par l'accroissement de la coopération, du partage d'informations et de nos rapports économiques avec les démocraties industrielles de taille moyenne et les pays en voie de développement. Ces nouvelles avenues doivent être empruntées avec détermination. Jack Layton et le NPD du Canada affirment qu'il est temps de reconnaître que le monde est en pleine mutation et qu'il faut investir dans les ressources humaines y compris le personnel des Forces armées canadiennes, et non pas dans des systèmes d'armement spatiaux de plusieurs billions de dollars.

### Jack Layton et le NPD du Canada protégeront la sécurité du Canada :

- En augmentant l'aide étrangère et en prenant des mesures pour réduire la pauvreté, la pollution et les pandémies dans le monde. Le fossé toujours plus grand entre les riches et les pauvres et les catastrophes environnementales imminentes causées par les changements climatiques constituent les plus grandes menaces à la sécurité de l'humanité.
- En établissant une Commission royale qui aura pour mandat d'examiner en profondeur le rôle du Canada en tant que puissance moyenne et son rôle humanitaire dans le monde de l'après-Guerre froide.
- En faisant des missions de maintien et de rétablissement de la paix, sous la direction des Nations Unies, la priorité des opérations des Forces armées canadiennes à l'étranger. En travaillant avec des nations semblables au sein d'organismes qui adoptent une approche globale en matière de sécurité.
- En appuyant l'achat d'hélicoptères sécuritaires par les Forces armées canadiennes.
- En séparant la Garde côtière du ministère des Pêches et Océans; en augmentant le financement de ces deux organismes pour assurer le respect des règles internationales et nationales, lutter contre le commerce de la drogue et l'immigration illégale et pour maintenir les patrouilles de surveillance des zones de pêche et de protection de l'environnement.

verso...

- En augmentant les salaires et en améliorant les conditions de logement des membres des Forces armées canadiennes.
- En travaillant avec d'autres nations au remplacement d'organismes comme NORAD et l'OTAN pour tenir compte de tous les défis en matière de sécurité. Nos efforts en ce sens devront être fondés sur le principe de la sécurité globale et s'inspirer d'organismes comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE.)
- En annulant l'achat de systèmes d'armes offensives et inutiles par les Forces armées canadiennes; en réduisant la bureaucratie au ministère de la Défense nationale; en réaffectant les économies ainsi réalisées dans les forces régulières et de réserve, pour l'entraînement et l'amélioration de l'équipement afin que nos militaires puissent mener des missions essentielles de maintien et de rétablissement de la paix.
- En veillant à ce que le Canada joue un rôle de premier plan avec des nations inspirées des mêmes principes, dans les efforts de promotion de la paix et de la justice au Moyen-Orient, tout en respectant le cadre des résolutions des Nations Unies et le droit international, y compris le droit des Israéliens et des Palestiniens de coexister pacifiquement dans des États viables et indépendants, un accord négocié sur les frontières, le retrait des colonies juives en Palestine, la fin de l'occupation par Israël du territoire palestinien, la fin des tueries de civils innocents et la présence d'une force internationale de maintien de la paix.
- En s'opposant à l'introduction d'une carte d'identité nationale; cette initiative mettrait en péril le droit de chaque Canadien(ne) à la protection de la vie privée.
- En supprimant la *Loi sur la lutte au terrorisme* qui a déjà porté atteinte à la liberté de presse au Canada et dont la portée est excessive. En la remplaçant par une loi respectueuse des libertés civiles, des communautés ethniques et de la liberté de presse.
- En légiférant pour interdire aux ministères fédéraux et aux organismes relevant de la compétence fédérale le profilage racial.
- En travaillant avec les États-Unis pour assurer la sécurité de nos frontières tout en favorisant la circulation des personnes et des biens.
- En rehaussant les mesures de sécurité dans les aéroports en région éloignée.
- En continuant de promouvoir la pertinence des traités multilatéraux de réduction des armements pour réduire et éventuellement éliminer les armes chimiques, biologiques et nucléaires qui constituent un danger quel que soit le pays qui les détient.
- En menant une réflexion exhaustive sur la défense nationale au Canada afin de définir les besoins du Canada, au 21e siècle, en matière de forces armées. En continuant de mener des missions de maintien et de rétablissement de la paix tout en affirmant une politique étrangère vraiment indépendante.
- En s'opposant fermement à toute participation du Canada au projet très coûteux de la Guerre des étoiles qui entraînerait la militarisation de l'espace et ne nous protégerait en rien contre le terrorisme; en faisant la promotion du projet de *Traité de la préservation de l'espace*.

### Paul Martin a :

- Fait de la participation au projet de la Guerre des étoiles une priorité. Il a voté une en faveur d'une loi sur la sécurité nationale qui a permis une perquisition dans la maison et le bureau d'une journaliste, en dépit du fait que le NPD, les syndicats, les médias et les organismes de défense des droits civils avaient prévu et dénoncé les conséquences inévitables de cette loi.



## Protéger les Canadien(ne)s contre la criminalité

Au Canada et partout dans le monde, les statistiques démontrent clairement que plus l'économie se porte bien, moins il y a de gens désespérés et moins le taux de criminalité est élevé. Cela veut dire que la création d'emplois, les investissements dans les besoins des enfants et la lutte à la pauvreté sont les meilleurs moyens de lutter contre la criminalité. Mais tous les crimes ne reflètent pas nécessairement le désespoir. Nous devons donc réagir vigoureusement face aux crimes violents et prendre des mesures concrètes pour combattre la menace constante du crime organisé.

### Jack Layton et le NPD du Canada lutteront contre la criminalité:

- En s'attaquant aux causes fondamentales de la criminalité au moyen d'un plan dynamique de lutte à la pauvreté et d'investissements dans les besoins des enfants et dans les municipalités.
- En imposant des sentences et des conditions de cautionnement et de libération plus sévères à l'endroit des récidivistes violents relevant de la compétence fédérale.
- En élaborant une Charte des droits des victimes pour s'assurer que celles-ci sont traitées avec justice et équité.
- En rétablissant la police des zones portuaires pour combattre le crime organisé et la contrebande dans les communautés portuaires.
- En renforçant les lois qui s'attaquent au crime organisé et les lois anti-gang, y compris un meilleur système de soutien aux méga-procès pour éviter les vices de procédures, les longs retards et le harcèlement des jurés.
- En protégeant les enfants canadiens contre les prédateurs sexuels à l'aide d'un registre national efficace des contrevenants sexuels ayant commis des crimes violents sur des mineurs; en adoptant le modèle manitobain : un site Internet national donnant accès aux photos et à l'information sur les contrevenants sexuels pour aider les citoyen(ne)s à se protéger.
- En interdisant la vente de fusils d'assaut et d'armes automatiques ainsi que leur importation. Les citoyen(ne)s des régions rurales et éloignées et les chasseurs n'utilisent pas ce type d'armes qui n'ont pas leur place dans la société civile.
- En renforçant les contrôles aux frontières et les pénalités imposées pour l'importation illégale d'armes au Canada.
- En adoptant une approche non punitive concernant la consommation de marijuana par les adultes qui mettra l'accent sur la prévention, l'éducation et la promotion de la santé; en aidant les provinces à disposer des ressources efficaces pour enrayer et détecter la conduite de véhicules avec facultés affaiblies.

verso...

- En lançant un important programme de prévention de l'usage des drogues et de l'alcool visant les jeunes. Cela a fonctionné pour le tabac, cela fonctionnera pour les drogues et l'alcool.
- En travaillant à élargir le modèle de réduction des torts concernant les drogues dures utilisé avec succès à Vancouver. Ce programme a recours à des «piqueries» supervisées pour aider les toxicomanes à sortir de leur dépendance et à délaisser la criminalité.
- En assurant la transparence et l'imputabilité des pratiques comptables des entreprises par l'adoption d'une réglementation comparable à celle qui a été mise en place aux États-Unis après les scandales de Enron et de WorldCom.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Regardé les Américains s'attaquer à la criminalité des entreprises après le scandale de Enron tout en refusant d'adapter les normes canadiennes en ce domaine.





# Des Choix Clairs Pour Atteindre Nos Objectifs

Depuis une décennie, les Canadien(ne)s se font dire que nous n'avons pas le choix, que nous devons abandonner l'idée de bâtir le pays et la planète que nous désirons, parce que nous ne disposons pas de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire. Il faut faire preuve d'honnêteté. Nous avons devant nous des choix clairs sur la façon d'investir, et ce, en fonction de nos capacités financières réelles.

Jack Layton et le NPD du Canada croient que le temps est venu d'investir dans l'innovation et de cesser de dilapider nos ressources dans des baisses d'impôt aux entreprises et la réduction aveugle de la dette nationale. Nous devons élaborer un plan pour venir en aide aux familles canadiennes, plutôt que d'alléger encore le fardeau fiscal des entreprises.

## Des choix clairs pour les consommateurs

Un peu partout dans le monde, une réglementation intelligente et une mise à contribution originale des consommateurs protègent ceux-ci contre la cupidité des entreprises. Il est temps d'accorder aux consommateurs Canadien(ne)s cette même protection.

Jack Layton et le NPD du Canada respectent l'entreprise privée, mais ils reconnaissent aussi que la concurrence à elle seule n'assure pas de meilleurs prix et un fonctionnement adéquat des marchés, tout particulièrement dans des secteurs dominés par un petit groupe de grandes sociétés, comme le secteur des cartes de crédit. Il faut maintenant donner aux consommateurs un coup de pouce au moyen d'une réglementation axée sur le bon sens et de nouvelles idées contenues dans une Charte des droits des consommateurs.



## Jack Layton et le NPD du Canada mettront en place une Charte des droits des consommateurs qui vous protégera :

- En réglementant les taux des cartes de crédit. Elles ne pourront être que 5 % plus élevées que le taux préférentiel, comparativement à 10 ou 20 % actuellement pour bon nombre de cartes de crédit.
- En exigeant que les agences réglementées par le fédéral, comme les banques et les compagnies de téléphone et de câblodistribution financent la création de commissions civiles de surveillance des tarifs. Cela existe présentement dans quatre États américains, dont l'Illinois et la Californie, où les commissions civiles ont permis aux consommateurs d'économiser des millions de dollars.
- En exigeant que les banques à charte conservent leurs succursales dans les régions rurales et les petites villes et dans les quartiers pauvres des centres-villes.
- En prenant des mesures sévères à l'endroit des entreprises de crédit spécialisées dans l'encaissement de chèques qui viennent s'établir dans les quartiers délaissés par les banques. Ces entreprises imposent des frais exorbitants de plus de 60 %, ce qui excède les limites prévues par le Code criminel.
- En respectant le droit des consommateurs de savoir ce qu'ils mangent, au moyen de l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés, comme cela se fait dans la majeure partie de l'Europe, de l'Asie et en Australie.
- En rendant plus rigoureuses les procédures gouvernementales pour neutraliser la corruption et le gaspillage au sein de l'administration fédérale et en mettant en place des moyens indépendants de contrôle du système, afin d'éliminer le copinage et le favoritisme politiques.
- En établissant à l'intention des solliciteurs par téléphone une liste de refus d'appel. En imposant des sanctions sévères aux solliciteurs par téléphone qui violent cette liste.

### Paul Martin a :

- Été ministre des Finances à un moment où les taux d'intérêt ont presque atteint des minimums records. Pourtant, il a permis que les taux des cartes de crédit demeurent à des niveaux élevés. L'écart entre le taux préférentiel et celui de la plupart des cartes de crédit est maintenant de 14,5 %.





## Des choix clairs afin de créer des emplois et un avenir économique plus intéressant pour les familles

Les Canadien(ne)s veulent augmenter la sécurité financière de leurs familles et créer des occasions d'avancement pour les jeunes de leurs communautés. Le temps est venu de mettre en place une stratégie industrielle qui reconnaîtra l'importance du développement économique communautaire, l'importance de la revitalisation du secteur manufacturier, l'importance de l'agriculture et du secteur des ressources naturelles, ainsi que la promesse de création d'emplois au moyen d'investissements intelligents dans les nouvelles technologies durables.

### Jack Layton et le NPD du Canada favoriseront la croissance de l'emploi :

- En lançant des stratégies d'investissement ambitieuses pour créer de l'emploi. Ces stratégies miseront sur l'amélioration des soins dispensés aux enfants et aux personnes âgées, le développement des énergies renouvelables, l'amélioration du rendement énergétique des bâtiments et un véritable pacte avec les municipalités.
- En reconnaissant le succès du développement économique communautaire, en priorisant les projets menés en coopération avec les entreprises, le mouvement syndical et les groupes communautaires, et en appliquant le concept du développement économique communautaire au secteur des pêches.
- En uniformisant les règles du jeu applicables aux petites entreprises, afin de leur offrir un meilleur accès aux achats et acquisitions du gouvernement fédéral et en menant un examen fédéral de la disponibilité et de la hausse des frais d'assurance des biens et dommages.
- En créant une fiscalité équitable pour les petites entreprises.
- En indexant le seuil d'exonération de la TPS pour les petites entreprises et les entreprises à domicile, sur la base du taux d'inflation.
- En réduisant les formalités administratives avec lesquelles doivent composer les petites entreprises qui font affaire avec le gouvernement fédéral par exemple, en collaborant avec tous les paliers de gouvernement afin de mettre en place un guichet unique.
- En examinant et en modifiant les programmes fédéraux existants pour améliorer l'accès des petites entreprises aux capitaux de risque.
- En créant un sous-comité sur le développement économique, relevant du cabinet des ministres, qui aura pour mandat d'élaborer des stratégies pour favoriser la croissance économique régionale et sectorielle. Ce sous-comité aura également pour mandat d'organiser un Forum national sur l'économie qui réunira les principaux représentants du milieu des affaires, du mouvement syndical et des organismes communautaires. Ces partenaires travailleront avec le gouvernement à la recherche de solutions en matière de développement économique dans des secteurs établis comme l'extraction et la transformation des ressources, le secteur manufacturier, l'agriculture et l'agroalimentaire, ainsi que dans des secteurs de pointe et en émergence comme les technologies de l'information et des communications, la biotechnologie, l'environnement, le divertissement et l'écotourisme.

verso...

- En révisant le mandat de la Banque fédérale de développement pour appuyer le développement économique communautaire et en modifiant la législation pour aider les institutions financières démocratiques, comme les coopératives de crédit et les caisses populaires, à augmenter leur part du marché.
- En tenant immédiatement un examen public complet de la privatisation du secteur des pêches, en particulier l'accroissement du contrôle des entreprises sur les quotas de pêche.
- En s'assurant que les objectifs de conservation et de durabilité des ressources halieutiques sont atteints au moyen d'une gestion conjointe communautaire des ressources.
- En veillant à ce que la pisciculture se développe d'une manière responsable, en protégeant les eaux et collectivités adjacentes par le respect de normes environnementales les plus élevées.
- En se portant à la défense des petites entreprises de pêche indépendantes de la côte est.
- Faisant la promotion de la gestion des stocks de poissons du nez et de la queue et du Grand banc de Flemish Cap.
- En décentralisant le ministère des Pêches et Océans et en augmentant les effectifs des bureaux régionaux.
- En aidant les communautés côtières au moyen d'une politique de construction navale, afin de permettre aux constructeurs de navires de concurrencer leurs homologues étrangers, lesquels bénéficient de subventions.
- En donnant un nouvel appui stratégique aux secteurs de la culture et du tourisme qui sont de plus en plus essentiels pour l'économie et la qualité de vie de nos collectivités.
- En travaillant avec les aéroports canadiens pour réduire les loyers exorbitants qu'ils paient au gouvernement fédéral et qui porte atteinte au développement économique local, tout particulièrement dans les petits centres.
- En s'attaquant plus vigoureusement que les Libéraux aux énormes subventions américaines accordées aux industries de l'automobile, de l'agriculture et du bois d'œuvre et en concevant un plan efficace de sauvetage de ces industries, avant que les néfastes politiques américaines ne les détruisent.
- En mettant en place une administration publique canadienne des frontières qui élaborera, planifiera et offrira des solutions efficaces aux problèmes frontaliers, y compris une meilleure représentation des collectivités locales et des options en matière de transport multimodal, comme des services routiers, ferroviaires, aériens et de traversiers.
- En établissant une stratégie nationale en matière de formation et en appuyant des stratégies d'éducation permanente à l'intention des travailleurs, afin d'atténuer les pénuries présentes et anticipées de travailleurs qualifiés.
- En mettant en place un cadre légal concernant la gestion conjointe des fonds de pension, afin d'aider ces fonds à investir dans la création d'emplois par le biais du développement économique local.
- En regroupant six ministères responsables de diverses infrastructures et du développement régional dans un seul ministère responsable du Développement et des infrastructures, non pas pour réduire l'importance de certains secteurs, mais bien pour simplifier les processus et procédures et diminuer la bureaucratie.
- En mettant en place un nouveau programme plus équitable de péréquation pour les provinces, comme celles-ci le demandent.

### Paul Martin et les Libéraux ont :

- Dépensé plus de 100 milliards \$ en baisses d'impôt accordées surtout aux grandes entreprises et aux bien nantis, tout en affirmant que le Canada ne disposait pas de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour investir dans des idées novatrices qui créent de l'emploi dans nos communautés et qui protègent l'environnement.



## Des choix clairs pour une fiscalité équitable

La plupart des familles canadiennes savent que les plus importants allègements fiscaux de l'histoire n'ont pas toujours rendu leur vie plus facile. Les économies d'impôt sont trop souvent synonymes d'une baisse de la qualité des services de garde, d'une hausse des frais de scolarité, de l'imposition de frais modérateurs, d'une hausse des frais des services publics et d'une augmentation des loyers et des frais d'assurance. La capacité de notre société à réagir à des crises comme les attentats du 11 septembre, la maladie de la vache folle, la tempête de verglas, les feux de forêts ou le SRAS est bien plus importante que les avantages découlant d'une légère baisse d'impôt. Il faut maintenant que nous discutons d'un juste équilibre entre une fiscalité équitable, à la mesure de nos moyens, et des services publics essentiels.

### Jack Layton et le NPD du Canada travailleront à rendre plus équitable la fiscalité :

- En garantissant la pleine indexation des tranches d'imposition et des crédits d'impôt, afin que les Canadien(ne)s n'aient pas à assumer des hausses d'impôt cachées découlant d'une augmentation de salaire.
- En s'assurant que tous les Canadien(ne)s qui gagnent moins de 15 000 \$ par année ne paient aucun impôt fédéral sur le revenu.
- En supprimant la TPS sur les produits de base pour les familles en commençant par les vêtements et les médicaments pour enfants, les fournitures scolaires, les livres, les magazines, les produits d'hygiène féminine et l'équipement médical.

verso...



- En augmentant la valeur de la Prestation fiscale pour enfants à 4 900 \$ par enfant et en modifiant le programme pour permettre aux familles les plus pauvres, qui ne paient pas d'impôt, d'être admissibles à cette prestation.
- Faire du crédit d'impôt pour personnes handicapées et pour frais médicaux un montant totalement remboursable.
- En abolissant les frais de sécurité imposés au déplacement aérien.
- En mettant en place une taxe successorale à l'exemple du modèle américain sur les héritages de plus de 1 million de dollars, tout en exemptant les transferts des petites entreprises et des fermes au sein de la famille.
- En traitant les revenus qui proviennent des gains en capital de la même manière que les revenus d'emploi, tout en conservant les exemptions relatives à la vente des résidences principales et des profits découlant de la vente d'une ferme familiale ou d'une petite entreprise.
- En annulant les baisses d'impôt accordées aux grandes entreprises, car la fiscalité canadienne des entreprises est déjà plus généreuse que celle en vigueur aux États-Unis.
- En imposant de lourdes amendes aux pollueurs, amendes qui équivaudront aux coûts de nettoyage (le principe du pollueur-payeur).
- En gelant les primes d'assurance emploi à leurs niveaux courant, une mesure qui aidera tout particulièrement les petites entreprises, lesquelles emploient plus de la moitié de tous les Canadiens(ne)s.
- En annulant toutes les conventions fiscales conclues avec des pays reconnus comme des paradis fiscaux. Les sociétés canadiennes ne devraient pas être autorisées à créer des compagnies fictives dans ces paradis fiscaux. Les sociétés canadiennes ne devraient pas être en mesure de ramener au pays les profits, sans payer d'impôt, comme Paul Martin l'a fait avec la Canada Steamship Lines.
- En mettant fin à la pratique qui consiste à permettre aux entreprises de déduire de leurs impôts sur le revenu les amendes imposées en raison d'infractions environnementales ou de conditions de travail dangereuses.
- En supprimant les échappatoires fiscales dont profitent les entreprises et les contribuables à très haut revenu. Cette pratique a permis à une famille canadienne très connue de faire sortir 2 milliards \$ du Canada au moyen de comptes en fiducie et de ne jamais payer, sur cette transaction, un sou d'impôt sur le revenu.

### Paul Martin avait :

- Affiché très clairement ses priorités lorsqu'il était dans le milieu des affaires. En tant que président de la Canada Steamship Lines, Martin, alors ministre des Finances, a évité de payer des impôts en établissant son entreprise dans des paradis fiscaux comme le Libéria et la Barbade. Affréter ses navires à l'étranger lui a aussi permis de ne pas se soumettre aux normes environnementales canadiennes et de ne pas payer des salaires acceptables au Canada.



## Des choix clairs concernant la réduction de la dette

Lorsque le Canada a entamé sa lutte au déficit, le gouvernement nous a dit que la marge de manœuvre budgétaire qui en résulterait nous aiderait à bâtir un nouveau projet de société. Or, nous avons utilisé cette marge de manœuvre pour accorder des baisses d'impôt records aux entreprises. Le Canada est maintenant le seul pays du G-8 à dégager un excédent budgétaire, et ceux qui s'opposent à l'idée de bâtir un nouveau projet de société sont déterminés à faire de la réduction aveugle de la dette nationale une nouvelle priorité.

Jack Layton et le NPD du Canada affirment que le temps est venu de discuter honnêtement de notre situation budgétaire. Lors de la dernière décennie, les Libéraux ont présenté des estimés budgétaires qui ont raté leur cible de 80 milliards \$. Ils ont ainsi refusé aux Canadien(ne)s le droit de discuter avec franchise des choix qui s'offrent à eux. Ils ont refusé aux Canadien(ne)s d'investir dans ce que ces derniers jugent comme prioritaire. Durant cette période, la dette canadienne a été réduite de tout près de 60 milliards \$ et notre rapport Dette-PIB est maintenant de 42%, soit un niveau raisonnablement bas (le rapport Dette-PIB des États-Unis est de 35% et en hausse). Ce rapport Dette-PIB continuera de baisser tant et aussi longtemps que les budgets du Canada seront équilibrés et que le PIB augmentera. Tout comme l'hypothèque d'une famille ou l'endettement d'une entreprise, le facteur important est la taille relative de la dette par rapport au PIB ou au revenu.

Jack Layton et le NPD du Canada proposent des budgets annuels équilibrés. Lors des 20 dernières années, les gouvernements provinciaux et territoriaux néo-démocrates ont présenté un moins grand nombre de déficits que tout autre gouvernement au pays. La réduction aveugle de la dette ne nous aidera pas à bâtir un nouveau projet de société. Il faut maintenant concrétiser les valeurs des Canadien(ne)s et non perdre d'autres occasions d'investissement dans l'innovation. Il faut relever les nouveaux défis économiques, sociaux et environnementaux qui se dressent devant nous.

verso...

## Jack Layton et le NPD du Canada offriront aux Canadien(ne)s des choix clairs concernant la réduction de la dette :

- En présentant des budgets annuels équilibrés, sauf lorsque les recettes fiscales du gouvernement subiront une baisse marquée lors de désastres d'une grande ampleur et en cas de force majeure. En réduisant également le rapport Dette-PIB, en maximisant les avantages et bénéfices d'une économie en croissance et des mesures rigoureuses de gestion des emprunts et de la dette.
- En tenant un véritable débat sur ce qui devrait être fait avec les excédents budgétaires non anticipés, au lieu de les appliquer rétroactivement au remboursement de la dette nationale.
- En faisant de notre nouveau projet de société et de l'édification d'un monde meilleur une priorité de premier plan.
- En s'opposant aux baisses d'impôt accordées aux grandes entreprises comme nous en avons été témoins avec le gouvernement conservateur de l'Ontario, le gouvernement libéral de la Colombie-Britannique et le gouvernement républicain de George Bush, lesquels causent de grands déficits et réduisent de façon importante les services publics essentiels.
- En encourageant la Banque du Canada à promouvoir un taux d'intérêt plus bas qui contribuera à stabiliser l'économie, à abaisser la valeur de notre dollar et à mettre en place un environnement économique favorable aux industries touristiques et axées sur les exportations.
- En confiant une partie de notre dette nationale à la Banque du Canada, comme c'était le cas autrefois, afin que nous puissions bénéficier nous-mêmes des intérêts et non les banques à charte.

### Paul Martin a constamment :

- Dégagé des excédents budgétaires plus importants que prévus lorsqu'il était ministre des Finances. Ces excédents ont toujours été appliqués au remboursement de la dette, sans tenir compte des priorités des Canadien(ne)s.











# 8 engagements

- 1 Élargir les perspectives** et créer des emplois au moyen d'une économie verte et prospère.
- 2 Améliorer les services publics de santé** au moyen de l'innovation et non de la privatisation.
- 3 Investir dans les villes et les collectivités** en ciblant particulièrement l'eau potable, le logement et le transport en commun.
- 4 Élargir l'accès** à l'éducation post-secondaire.
- 5 Diminuer le coût de la vie pour en améliorer la qualité**, dès aujourd'hui et pour l'avenir, en protégeant les régimes de pension, en supprimant la TPS sur les produits de base pour les familles et en facilitant l'accès à des services de garderie.
- 6 Faire entendre la voix indépendante du Canada** sur la scène mondiale lorsqu'il s'agit de défendre la paix, les droits de la personne et le commerce équitable.
- 7 Rétablir les principes d'intégrité et de responsabilité** du gouvernement.
- 8 Équilibrer le budget.**

[www.npd.ca](http://www.npd.ca)

Authorisé par l'agent officiel du NPD du Canada.

